

• revue bimestrielle
d'information
et d'analyse

politikā

septembre-
décembre
2017

#07



tourisme page 26

La croisière ne
s'amuse plus

industrialisation page 28

Une alliance pour
relancer la machine

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS !

Sous-développement : l'énigme et le paradoxe malgache décryptés

Peste : le système de santé mis à nu

Résorber le déficit budgétaire : mission (im)possible

L'INDUSTRIALISATION pourquoi ?

95%

des marchandises
non-agricoles
sont importées

**Nous ne produisons pas ce que nous consommons,
nous ne consommons pas ce que nous produisons.**

Julius Nyerere, le premier président de la Tanzanie

La plupart des produits et des marchandises qui servent à subvenir aux besoins des Malgaches sont importés. Même les denrées alimentaires de base comme le riz, le sucre et la farine sont concernées. L'industrialisation permettra de répondre aux besoins de consommation locale.

www.alliance-industrialisation.mg
www.facebook.com/allianceindustrialisation

ALLIANCE
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE

LA FES À MADAGASCAR

Le bureau de la Fondation Friedrich Ebert Madagascar fait partie du grand réseau qui compte plus de 100 bureaux dans le monde entier. Madagascar a été parmi les premiers pays partenaires de la Fondation. Le bureau à Antananarivo existe depuis 1964. Les activités principales à Madagascar sont axées sur les domaines suivants:

- la promotion de la culture politique démocratique
- le renforcement de la démocratie sociale
- la promotion de jeunes leaders malagasy
- le rôle des médias dans la démocratie
- le développement durable et la transformation de l'économie
- le soutien au dialogue social
- l'intégration régionale et internationale



NOS OBJECTIFS

Une société libre et solidaire qui promeut l'égalité des chances en matière de participation politique, économique, sociale et culturelle, sans distinction d'origine, de sexe ou de religion ; une démocratie dynamique et solide ; une économie portée par une croissance durable et offrant un travail décent pour tous ; un Etat social qui offre de meilleurs systèmes de formation et de santé, lutte contre la pauvreté et protège contre les principaux aléas de la vie ; un pays qui assume ses responsabilités pour la paix et le progrès social en Europe et dans le monde



NOS ACTIONS

Nous œuvrons pour la promotion et le renforcement de la social-démocratie, notamment à travers:

- LA FORMATION POLITIQUE
- LE CONSEIL POLITIQUE
- LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
- L'OCTROI DE BOURSES
- LA MÉMOIRE COLLECTIVE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Friedrich Ebert Stiftung Bureau Madagascar
1er Etage Immeuble Prestige
Lot II M 91 Ter D Antsahabe Antsakaviro - BP - 3185
Antananarivo 101, Madagascar
+261) 20 2234424
[info\(at\)fes-madagascar.org](mailto:info(at)fes-madagascar.org)

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**



18



30



42



ENIGME
ET PARADOXE

34

sommaire

prélude

polis

- 8 **administration.** Heurs et malheurs des fokontany
- 10 **instabilité.** La sempiternelle question de la révision constitutionnelle
- 14 **Erick Rajaonary.** Les zèles d'un héros
- 16 **Tanora Manova Rasa.** Pour une redistribution équitable des richesses
- 18 **démocratie locale.** Un monde rural en quête de mutation
- 20 **oligarchie vs. démocratie.** Une leçon grecque
- 22 **bloc-note.** Une autre politique est possible pour changer la vie des Malgaches

- 28 **alliance pour l'industrialisation durable.** Un grand pas vers la transformation du système économique
- 30 **épidémie de la peste.** Le système de santé publique dénudé
- 34 **DOSSIER. développement.** Passivité, élite politique et dysfonctionnement sociétal : le trio perdant
- 40 **anagramme.** Les Cop à l'aune des politiques climatiques

Actuel

- 42 **universités publiques.** Les creusets sonnent creux
- 44 **blog.** Pour la diversité culturelle dans un paysage médiatique diversifié
- 45 **à la page**
- 46 **nota bene**

Focus

- 24 **finance publique.** L'art difficile de l'équilibrisme
- 26 **tourisme.** La croisière ne s'amuse plus

2017 est une année historique, assurément. Mais ce sera pour de mauvaises raisons. Les bonnes nouvelles ne pèsent pas bien lourd face aux mauvaises qui ont émaillé ces douze mois. 2016 avait laissé une fenêtre grande ouverte sur des perspectives positives, à l'issue de différentes manifestations organisées sur notre territoire ou de la conférence des bailleurs, tenue en grande pompe à Paris. Nos espoirs ont été vite douchés par les tristes réalités. Il ne faut pas se voiler la face, nous continuons à payer un lourd tribut à cause de la crise de 2009. Nous aurions aimé consacrer un numéro sur les faits positifs, mais ils sont bien légers par rapport, par exemple, à l'épidémie de peste urbaine qui a frappé sévèrement la Grande île. Elle résume tous les maux du pays : des infrastructures socio-sanitaires aux abois et un manque flagrant d'anticipation (gouverner c'est prévoir). Nous savons que l'année prochaine, une nouvelle saison pesteuse se profilera. Puisqu'on parle de la peste comme

du litchi, anticipons. Prenons les devants car il est essentiel de tirer les leçons du passé. Que nous réservera 2018 ? On peut avancer sans trop de pessimisme – avec toute la lucidité qui s'impose – que la situation économique-sociale stagnera. La perspective d'une élection fait déjà frémir de peur même les plus optimistes. La présidentielle est bien souvent une période très délicate à traverser. Elle est un terrain fertile aux crises, à cause d'un humus enrichi par les grognes sociales et les désespoirs d'une population qui se sent abandonnée. Espérons que la sagesse prendra le dessus sur la stupidité qui ne profitera qu'aux opportunistes. Pour terminer en beauté l'année, établissons un inventaire à la Prévert des bonnes nouvelles qui ont néanmoins égayé cette année : l'adoption de la Loi sur le développement industriel, l'émergence d'une génération talentueuse de start-uppeurs, le lancement de l'Alliance pour l'industrialisation, Madagascar champion d'Afrique 2017 de pétanque, les boulistes malgaches champions du monde junior de pétanque... À vous de remplir le reste. P

Bon
damné



Andriamanambe RAOTO

contributeurs



Jay RALITERA

Les Cop à l'aune des politiques climatiques
Fondatrice d'Exploratives, cabinet de conseil en stratégie et développement, membre du conseil d'administration de CliMates, un *think and do tank* international sur les questions climatiques, co-fondatrice du Réseau Climat Océan Indien et écoféministe, Jay Ralitera se définit comme un agent du changement. Elle travaille depuis plus de trois ans dans les domaines du changement climatique et de la mobilisation citoyenne.



Sandra HAFALIANAVALONA

Tourisme, la croisière ne s'amuse plus

Sandra Hafalianavalona est journaliste au sein du groupe de presse Express de Madagascar depuis 2015. Elle traite des grandes questions économiques. La journaliste est diplômée en communication et médias. Elle s'est initialement intéressée aux lettres anglaises avant de choisir la voie du journalisme. Elle enseigne également la langue de Shakespeare. Sandra Hafalianavalona figure parmi les sortantes de la formation des jeunes journalistes. FDJ 2017.



Ganesh Sitaraman

Comment l'oligarchie l'emporte sur la démocratie ? Des leçons de la Grèce antique

Auteur de *The Crisis of the Middle-Class Constitution: Why Economic Inequality Threatens Our Republic* (La crise de la Constitution de la classe moyenne) et de *The Counterinsurgent's Constitution: Law in the Age of Small Wars*, Ganesh Sitaraman est un professeur de droit au sein de Vanderbilt Law School. Il a écrit de nombreux articles et effectué d'innombrables recherches sur la politique publique.



Hary Naivo Rasamoelina

Une autre politique est possible pour changer la vie des Malgaches

Hary Naivo Rasamoelina est président du parti DHD Madagascar. Spécialiste des sciences politiques, sociales et philosophiques, il a été vice-président de la Haute autorité de la Transition. Profondément ancré à gauche, il milite au sein de son parti pour faire des droits humains et de la démocratie une réalité pour tout un chacun et pour la société dans son ensemble.



Iliassa RABIATA

Heurs et malheurs des fokontany

Celle qui signe sous le nom de Lili Rabiata est diplômée en communication à l'Université d'Antananarivo. Depuis octobre 2014, elle est journaliste reporter d'images au sein de la rédaction de Kolo Tv dans les rubriques économie et sociale. Actuellement, elle est rédactrice en chef adjointe de Kolo TV en charge des questions économiques et sociales. FDJ 2017.



Mandimby Maharo

Pour la diversité culturelle dans un paysage médiatique diversifié

Mandimby Maharo est un web journaliste. Diplômé en journalisme, il a commencé sa carrière à la radio en tant que concepteur et réalisateur d'émissions culturelles. En 2008, il intègre la télévision nationale malgache pour devenir assistant en réalisation d'émissions culturelles. Passionné du web et de nouvelle technologie, il a pu migrer vers l'internet et a ouvert depuis 2016 son propre webzine culturel *Culture261*.



Madagascar est un pays riche mais sa population est pauvre. Ce ne sont pas les ressources naturelles qui font qu'un pays soit riche, c'est le travail et les talents de sa population. L'industrialisation est l'une des voies les plus efficaces pour sortir de la pauvreté.

www.alliance-industrialisation.mg
www.facebook.com/allianceindustrialisation

ALLIANCE
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE

administration

Heurs et malheurs des *fokontany*

Iliassa Rabiata



Henitsoa Rafalia

L'auteure de l'article a obtenu le Premier Prix dans le cadre de la Formation des jeunes journalistes de la FES. Elle a analysé les enjeux du statut des *fokontany*.

Les problèmes relatifs au statut qui régit les *fokontany* ont défrayé la chronique depuis quelque temps. Ce n'est pas un fait nouveau. Les questions de développement à la base et les multiples problèmes auxquels la population est confrontée sont souvent évoqués. Mais aucune évolution n'est constatée. Tout reste au stade de la théorie. Il n'y a aucune décision ni application des lois en vigueur. Les *fokontany* sont juste considérés comme un tremplin politique à travers d'actions sociales entreprises par les formations politiques ou les politiciens dans tout le pays. La gestion de ce *fokontany* reflète-t-elle vraiment le développement à la base tant sur lequel l'on a tant de fois péroré ?

UN «BAS QUARTIER». C'est ainsi qu'on qualifie ce *fokontany* d'Antohomadinika Antsalovana où nous avons réalisé notre enquête. Des ordures jonchent le quartier, les eaux usées s'y amoncellent, les canaux d'évacuation sont bouchés. Tel est le quotidien de la population. La famille de Claudine est parmi les 4 000 qui vivent dans ce quartier populaire et miséreux de la capitale malgache. Cette mère de famille tire ses revenus de la vente de denrées alimentaires. Elle paye 500 ariary par mois au *fokontany* pour sa contribution au nettoyage du quartier. Malgré cette participation, elle se plaint de ne voir aucun résultat tangible. La majorité de la population des «bas quartiers» vit ainsi. Elle se plaint de devoir payer sans pouvoir en percevoir le moindre résultat. Elle considère qu'il n'y a aucune retombée par rapport à sa contribution. Certaines personnes, se prévalant du *fokontany*, les taxent même sans délivrer de reçu. Le chef du *fokontany* a confirmé une telle situation.

SELON LES EXPLICATIONS de ce dernier, les recettes de sa zone d'administration sont minimes. Elles proviennent de la délivrance

de papiers administratifs tels que les certificats de résidence, les certificats de vie, certificats de célibat, etc. Le coût de la délivrance de ces documents se situe entre 500 et 1 000 ariary. L'argent ainsi obtenu sert à l'achat d'imprimés et fait l'objet de contrôle dans les registres du *fokontany* et sont envoyés au dis-

Le mode de fonctionnement du *fokontany* a toujours posé des problèmes dans le pays.

trict. Les activités du *fokontany* se trouvent limitées par les textes qui les régissent. Selon une note transmise par la commune urbaine d'Antananarivo en 2015, toute utilisation de fonds d'un montant supérieur à 50 000 ariary doit faire l'objet d'une demande écrite au délégué. L'argent sera prélevé sur le budget de chaque *fokontany* si des travaux doivent être faits. «Le *fokontany* d'Antohomadinika-Antsalovana, en particulier, a déjà fait plusieurs demandes d'autorisation d'utilisation de fonds, mais aucune réponse ne leur est parvenue», dit le chef du *fokontany*.

LE MODE de fonctionnement du *fokontany* a toujours posé des problèmes dans le pays. Les responsables, la société civile, les différents partis politiques comme les simples citoyens confirment que cette structure est un véritable frein à la réalisation de travaux, aussi insignifiants fussent-ils. Si on se réfère à l'article 152 de la Constitution de la quatrième République, le *fokonolona* fédéré dans un *fokontany* au niveau de la commune est la base du développement. Le décret 2009-089 portant statut et attributions du *fokontany* stipule que le *fokontany* est une subdivision administrative de base. Si on se réfère à la loi, la structure primaire de la société malgache n'est donc pas une collec-



plus de pouvoir,
plus de responsabilité

Les débats concernant le changement de statut des *fokontany* élaboré par les différents partis politiques, ont pris de l'ampleur cette année. Le parti d'opposition Malagasy Miara Miainga travaille depuis 2014 à donner plus de pouvoir aux *fokontany*. Le projet de loi que ce parti a élaboré, a été soumis au Parlement, mais il a été rejeté par la majorité présidentielle. Actuellement, des partis politiques œuvrent pour changer leur statut dans le cadre de la révision de la Constitution. Le MFM explique la nécessité d'un changement constitutionnel afin de donner plus d'autorité aux *fokontany* en raison des nombreux problèmes sociaux vécus par la population.

Le statut donné au *fokonolona*, pour permettre l'harmonie sociale et la décentralisation a toujours existé. Cela est écrit dans la Constitution, mais son application reste invisible en raison de l'absence d'autorité du *fokontany*. Le statut du *fokontany* a été plus clair durant la deuxième République. Donner plus de pouvoir aux *fokontany* est essentiel, selon les politiciens, en raison des réalités du terrain. Cependant, ce nouveau statut risque de générer un conflit de responsabilités. La mainmise du pouvoir qu'on lui octroie ainsi que les compétences du chef du *fokontany* suscitent aussi des interrogations, si le *fokontany* devient une collectivité territoriale de base.

I.R.

tivité territoriale décentralisée. La commune, la région et la province sont les seules collectivités territoriales de base reconnues. De ce fait, le *fokontany* n'est pas habilité à faire des travaux de développement. Cette incapacité suscite diverses réactions au sein de la population locale comme cela s'est produit dans le *fokontany* de Mandrosoa-Ivato en août dernier. Les habitants avaient refusé que leur chef du *fokontany* soit remplacé. Ce qui a débouché sur des heurts.

À L'HEURE ACTUELLE, de nombreux partis politiques réclament que le *fokontany* soit transformé en collectivité territoriale décentralisée. Le chef de l'État l'a aussi déclaré à la presse pour laisser entendre que la Constitution

devrait être modifiée avant les élections. De nombreuses associations de la société civile estiment qu'il s'agit d'une simple manœuvre pour calmer les esprits. Ce projet nécessite aussi des études avant qu'on ne puisse l'inclure dans la Constitution. Selon son statut actuel, un simple décret permet de donner plus de latitudes au *fokontany* si nécessaire, c'est l'avis de certaines formations politiques. Toujours est-il que chacun est conscient que le statut qui régit les *fokontany* n'est pas actuellement clair. C'est le *fokonolona* qui assure les recettes du *fokontany* à travers les papiers administratifs qu'il fournit. Or il ne voit pas à quoi sert l'argent qu'il verse. L'élection des responsables du *fokontany* est, selon eux, la solution à ce problème. P



instabilité

La sempiternelle question de la révision constitutionnelle

Faudra-t-il réviser la Constitution de la quatrième République ? En lançant le débat sur certaines dispositions constitutionnelles, le régime Rajaonarimampianina ouvre la voie à cette perspective pour une Loi fondamentale « vieille » de sept ans.



Alain Iloniaina

Les tenants du régime refusent d'être l'instigateur d'un toilettage de la Constitution. « *Jusqu'ici nous n'avons pas dit qu'il faut retoucher la Constitution. Nous tirons seulement la sonnette d'alarme pour dire qu'il y a des failles et des points à discuter dans le texte actuel* », argumente Mohamed Rachidy, conseiller spécial du président de la République et vice-président du parti présidentiel, Hery vaovao ho an'i Madagasikara (HVM).

CERTES, L'OFFENSIVE EN VUE de la réforme a baissé d'intensité ces derniers temps. Mais Rivo Rakotovo, président du Sénat et président du HVM, avait promis de « *pousser les discussions* » sur le sujet lors de sa prise de fonction à la Chambre haute, même si le projet est mis en suspens. Le Premier ministre Olivier Mahafaly suggère un « *débat* » pour trancher sur la question. Les discussions soulevées par le parti HVM autour de la durée du mandat du Président de la République, conjuguée avec l'organisation matérielle de la présidentielle, laissent, le cas échéant, la possibilité d'une solution d'une retouche de la Constitution. Quelle que soit l'issue de la démarche, elle renvoie à l'histoire d'un perpétuel changement constitutionnel du pays alors qu'ailleurs, la stabilité reste le maître-mot.

Cette « *manie* » est matérialisée par l'adoption de quatre Constitutions en l'espace de 58 ans et par deux révisions constitutionnelles majeures, changeant la nature du régime politique. Sans aller jusqu'à caricaturer la comparaison, l'expérience malgache contraste avec la pratique dans certains pays, souvent cités dans des cours de droit constitutionnel. La Grande Bretagne est connue pour sa Constitution non-écrite, en vigueur depuis le 13^e siècle, alors que les États-Unis vivent avec une unique Constitution depuis 1787, ponctuée d'amendements au fil du temps. La France, qui est passée par cinq Républiques depuis 1792, est encore régie par la même Loi fondamentale adoptée en 1958.

HISTORIQUEMENT, MADAGASCAR s'est engagé dans une course expérimentale aux différents types de régime sans aller jusqu'à expérimenter à fond tous les mécanismes constitutionnels prévus. Et tout cela pour finir par tourner en rond en choisissant, tour à tour, un régime présidentiel, un régime présidentieliste en passant par le parlementarisme et le régime semi-parlementaire. La Constitution de 1959 avait subi quatre « *retouches* » entre 1960 et 1962. La tendance à la concentration du pouvoir entre les mains du président de la République au détriment des autres institutions, saute aux yeux.

Le régime parlementaire de 1992, en réaction à la deuxième République et surfant sur les vagues de la démocratisation en Afrique, n'était plus que de nom après trois toilettages en l'espace de 18 ans. Les révisions constitutionnelles de 1995 et de 1998 renforcent le pouvoir présidentiel au détriment du Parlement. Le premier référendum constitutionnel de 1995 octroie au Président de la République le pouvoir discrétionnaire de nommer et de révoquer le Premier ministre au détriment du Parlement, à la suite d'un problème conjoncturel entre le chef de l'État et son chef du gouvernement. La révision de la Constitution de mars 1998 suit la tendance au renforcement du pouvoir présidentiel. Au-delà de la mise en place des provinces autonomes, qui ouvre le débat sur la nature de la révision des structures de l'État, le toilettage rend difficile la procédure de destitution du Président de la République, qui avait pourtant la possibilité de dissoudre le Parlement pour « *causes déterminantes* ».

LE RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL de 2007, initié par Marc Ravalomanana, achève l'esprit parlementariste de la Loi fondamentale et débouche sur un flagrant déséquilibre des pouvoirs entre l'Exécutif et le Législatif. Outre la suppression des provinces autonomes, qui n'étaient qu'à leur balbutiement, la révision

limite les marges de manœuvre des députés et des sénateurs, qui voient leur pouvoir se réduire comme une peau de chagrin. La Loi fondamentale toilettée induit le pouvoir de légiférer par voie d'ordonnance au chef de l'État, sans se référer au Parlement, « en cas d'urgence ou de catastrophes ». Après son adoption en 2010, voilà la Constitution de la quatrième République qui fait déjà l'objet d'un débat relatif à ses portées. Théoriquement, Madagascar a choisi le régime semi-parlementaire. Mais dans la pratique, le processus de nomination du Premier ministre – et l'explication fournie avec – font apparaître de fait la prééminence du président de la République par rapport à l'Assemblée nationale et ce, quel que soit le rapport des forces, changeant, à la Chambre basse. Actuellement, la question de toilettage de la Loi fondamentale concernant l'élection est soulevée. Lors de la conférence-débat sur la révision constitutionnelle à Madagascar, organisée par la FES et le KMF-CNOE, Sahondra Rabenarivo n'avait pas mâché ses mots pour fustiger cette velléité de toucher à la Constitution. « Aussi imparfaite que soit



Un bureau de vote lors du référendum constitutionnel de 2010

les fokontany, pommes de discorde

Les tenants du régime ont mis en avant deux points qui nécessitent un débat. Le cas des *fokontany* et le mandat présidentiel, conjugué avec le calendrier électoral. En substance, les autorités insistent sur la « plénitude de mandat » du chef de l'État. Or, ce mandat de cinq ans, entre le 25 janvier 2014 et le 25 janvier 2019, se heurte, selon les dirigeants du parti présidentiel HVM, au délai imparti pour la tenue des deux tours du scrutin, fixé par la Constitution. Surtout si le président de la République est candidat à sa propre succession. Pour Hery Rajaonarimampianina, les deux tours de la présidentielle ne peuvent être organisés en 60, voire en 30 jours. « Si le mandat se termine le 24 janvier, l'élection doit donc avoir lieu au plus tôt le 24 novembre, au plus tard le 24 décembre. Elle doit se faire en 30 jours. Cela est-il possible ? » questionne-t-il en insistant sur l'existence de contradictions dans ces dispositions constitutionnelles. Mohamed Rachidy, conseiller spécial du Président de la République et vice-président du HVM estime que, dans le

contexte actuel, il faudra près de 156 jours pour tenir les deux tours de la présidentielle. Ce qui, a priori, empièterait sur la plénitude de mandat présidentiel, qui va prendre fin le 25 janvier 2019. Le chef de l'État soulève la solution technologique pour raccourcir le délai de collecte des résultats, sans être réellement enthousiaste à l'alternative alors que l'idée d'une élection anticipée pourrait régler la question, du moins en partie. Par ailleurs, le président Hery Rajaonarimampianina expose le rôle-clé des *fokontany* dans le processus électoral et la problématique de l'élection des chefs de *fokontany*, non-prévue par la Constitution. En effet, un dispositif qui était passé par voie de décret avait changé la modalité de désignation des membres du comité du *fokontany*. Ils sont désignés par décision du chef de district, du préfet ou du préfet de police territorialement compétent, sur une liste de cinq noms proposés par le chef d'arrondissement administratif.

----- I.A.

cette Constitution de la quatrième République, c'est elle qui nous régit actuellement. Il ne faut pas avoir la fâcheuse habitude de retoucher continuellement », avait-elle soutenu. « Si, par contre, des imperfections sont relevées dans la Constitution actuelle, il appartient aux futurs candidats à la Présidentielle de proposer leurs visions constitutionnelles, de sorte que le futur élu aura la légitimité électorale de procéder aux modifications qu'il aura inscrites dans son programme », ont souligné des associations de la société civile¹. D'autres aspects importants du texte sont relégués au second plan. Le processus de décentralisation effective demeure inachevé car la région et la province ne constituent pas encore de véritables collectivités territoriales décentralisées. Les provinces autonomes étaient à peine nées qu'elles avaient été supprimées en 2007.

« **CONCEPTUELLEMENT**, les Constitutions sont des matières vivantes : elles naissent, vivent, subissent les déformations de la vie politique, sont l'objet de révisions plus ou moins importantes, et peuvent disparaître », concède Andriantojo Razafindrakoto, juriste et enseignant à l'Université d'Antananarivo. « Mais le constat général est que les expériences constitutionnelles et les pratiques politiques successives ont démontré à maintes reprises, que les révisions constitutionnelles étaient dictées par des velléités d'enclorre l'alternance démocratique par



Sahondra Rabenarivo
Juriste

“ Nous vivons dans la vision de Charles de Gaulle

MEMBRE DE L'OBSERVATOIRE DE LA VIE PUBLIQUE (SEFAFI), LA JURISTE NOUS PROPOSE SES POINTS DE VUE SUR LA CONSTITUTION ET SES COROLLAIRES.

À quel moment la révision d'une Constitution est-elle opportune ?

La révision n'est jamais opportune à la veille d'un scrutin prévu de longue date. Une révision « sélective », c'est-à-dire qui se focalise sur quelques points d'intérêt particulier, n'est jamais propice.

La Constitution de la quatrième République est-elle encore viable ?

Nous n'avons ni le luxe ni le choix par rapport à la loi cadre qui existe aujourd'hui

à Madagascar. La Constitution de la quatrième République s'applique jusqu'à ce qu'on décide de la changer. Elle est viable, mais personne ne semble vouloir vraiment la respecter et l'appliquer.

Pourquoi le pays n'arrive-t-il pas à mettre en place une Constitution pérenne ?

Ça revient à la vision sur la manière dont le pays devrait être gouverné. Nous vivons dans la vision de Charles de Gaulle : président quasi monarque, Parlement muselé, non-séparation des trois pouvoirs. En France, depuis 1958, la Constitution a beaucoup évolué, mais à Madagascar, comme dans beaucoup de pays d'Afrique, il y a une réticence des différents présidents de réduire leur pouvoir, et donc de revoir

le cadre de base de leurs Constitutions. La Constitution de 2010 a essayé de baliser les choses en constitutionnalisant le statut de l'opposition, le mandat impératif des députés, la désignation par le Parlement du Premier ministre, et la création de la structure constitutionnelle chargée des élections, voire la démission du Président candidat à sa succession. Mais toutes ces dispositions ont été bafouées. À mon avis, il faut faire comme l'Afrique du Sud. Les parties se sont mises d'accord sur le processus de révision, d'abord, avant de consacrer deux ans à sa confection. Le principe de base était qu'il fallait que la Constitution englobe les valeurs de base de la société et qu'elle soit compréhensible aux moins éduqués (...).



Alain Iloniaina | Retrouvez l'intégralité de l'interview sur www.politika.mg

le biais de nombreux artifices », regrette-t-il. Et la révision ou le changement fréquents de Constitution n'est pourtant pas signe de stabilité. « Comme son nom l'indique, c'est une Loi fondamentale. Elle consacre l'esprit et la lettre sur la manière dont un peuple veut vivre et ce, avec des objectifs précis. La modifier à chaque moindre soubresaut politique pourrait signifier qu'on doute encore de la voie à suivre et qu'on est en perpétuelle réflexion. Cela signifie qu'on n'a pas de repère », analyse notre interlocuteur. D'autres tentatives d'explication sont avancées face à cette perpétuelle recherche de voie constitutionnelle. Le général de division Amédée Andriamisa Ramihone, enseignant en sciences politiques, pointe du doigt le manque de vision dans la confection de la Loi fondamentale. « Nous nous contentons de copier ce qui se fait ailleurs sans tenir compte de la réalité locale. Et nous laissons aux seuls juristes le soin d'élaborer notre Constitution. Cela n'ouvre pas beaucoup de perspectives pour le vivre ensemble malgache et conduit à l'adoption d'un texte bancal pour régir le pays », déplore l'ancien membre du Comité de consultation constitutionnelle

(CCC), l'organe chargé de rédiger la Constitution de la quatrième République.

IL AVANCE ALORS L'IDÉE d'une démarche pluridisciplinaire. « Il est essentiel d'élargir les compétences des techniciens chargés de réfléchir sur notre Constitution, soutient l'enseignant. Nous devons de placer le vivre ensemble malgache au centre des réflexions. C'est pourquoi il est important de faire appel à une équipe composée, entre autres, d'anthropologues, d'historiens, de politologues, ou encore des sociologues aux côtés des juristes pour réfléchir sur ce qui convient à la société ». Au-delà d'un toilettage ou d'un changement constitutionnel, Ramahavokatsoa Andriamanana, président du Syndicat des administrateurs civils de Madagascar (Synad), suggère une intense campagne d'informations et de sensibilisation des citoyens pour une large adhésion à la vie nationale. À terme, l'initiative pourrait conduire à ériger une sorte de balise à toutes éventuelles dérives par rapport au respect de la Constitution. « Le vote des citoyens est un pas important, mais insuffisant, dans la participation citoyenne,

expose l'administrateur civil. Pour les pays en développement comme le nôtre, il est primordial de se pencher sur l'éducation citoyenne pour que chacun puisse connaître ses droits et ses devoirs afin que chacun puisse participer pleinement à la vie nationale. Il est essentiel de former ce socle pour éviter un fossé entre gouvernants et gouvernés. C'est un travail de longue haleine, mais il faut le faire ». Une autre mesure pourrait servir de balise à la tentation de toilettage en tout temps la Constitution, à savoir le renforcement des conditions de révision de la Loi fondamentale. « Il serait judicieux d'adopter des mesures pour arriver à une Constitution rigide », lance le président du Synad, quoique les rédacteurs du texte actuel avaient déjà vanté les dispositions constitutionnelles en la matière. **P**

¹ « Une révision constitutionnelle inutile et dangereuse », communiqué du Sefahi (Sehatra Fanaraha-maso ny Fiainam-Pirenena), Gen (Groupe des Experts Nationaux), KMF-CNOE (Comité National d'Observation des Elections), CDE (Club Développement et Ethique), Mamimad (Malagasy Miara-Mandroso Aron'ny Demokrasia), Crab (Cercle de Reflexion et Analyse de Bongolava) et l'Association Mamiko ny Taniko

Erick Rajaonary, les zèles d'un héros

Il est des parcours remarquables et des hommes hors du commun. Erick Rajaonary a épousé une trajectoire ascendante, en devenant, au fil des années, un héros pour la jeune génération.



Andriamanambe Raoto



Photo fournie

Dans la salle d'attente des locaux de Guanomad, une immense figurine représentant Batman trône fièrement. Erick Rajaonary aime assurément ce personnage de comics et ce super-héros adulé par des millions de personnes. Il se retrouve dans les valeurs incarnées par le justicier de Gotham City. Et surtout, il est en train de suivre la voix de Bruce Wayne, l'alter ego du justicier, en termes de business et de réussite.

PRIVATISATION

Originaire de Fandriana, dans la région d'Amoron'i Mania, – un des berceaux de l'intelligentsia betsileo – « Batman » est issu d'une famille de profession libérale. Son grand-père était chirurgien-dentiste et son père stomatologue. La voie était, sans doute toute, tracée mais il dévia de la trajectoire initiale en cours de route. Il quitte la Grande île et s'envole pour la France afin de poursuivre des études en comptabilité. Bien qu'issu d'une grande famille betsileo, il balaie d'un revers de la main tout passe-droit inhérent à son statut. « J'ai surtout hérité du savoir-faire de mes parents et de mes grands-parents ». Pendant 20 ans, il exercera la profession d'expert-comptable à Lyon. Revenu au bercail en 1998, il fera partie du secrétariat technique à la privatisation en tant qu'expert financier, pour assurer la délicate mission de mener à bien le programme de privatisation des sociétés d'État. Le plan concerne les secteurs pétrolier et télécommunication. L'élan est gâché par la crise politique de 2002. Quand il revient sur cette époque, il nourrit certains regrets. « La privatisation était la meilleure solution pour l'économie malgache. Je regrette un peu qu'il y ait eu un certain manque de transparence dans le processus », note-il.

OPPORTUNITÉS

Vers la fin de l'année 2005, il fonde Guanomad. Les relations qu'il a nouées dans le cadre de ses missions lui ont facilité la tâche. « Dans le contexte du programme de privatisation, j'ai pu établir de nombreux contacts, étendre mes relations et mon réseau. Quand des opportunités se créent, il faut savoir les saisir ». Après avoir analysé le potentiel du guano, il plonge dans le grand bain. Avec 100 000 euros, et un emprunt de 100 000 autres auprès d'institutions bancaires, il se lance dans l'aventure. Au début, il fait appel au marketing direct avec sa femme, en prenant part à différentes foires agricoles pour séduire ses principaux clients : les paysans. « Je n'y croyais pas au commencement. Mais quand j'ai regardé les caractéristiques des guanos, j'ai su que c'est un engrais très riche et performant ». La petite entreprise prendra de l'envergure pour devenir aujourd'hui un grand groupe employant près 80 personnes avec 200 distributeurs dans tout Madagascar. 400 personnes travaillent dans une centaine de grottes réparties dans toute l'île. Guanomad exporte ses productions dorénavant.

LABEL

Au fil des années, Erick Rajaonary engrange les succès et la réussite est au rendez-vous. Les contrats s'enchaînent. Il prend de l'importance dans le microcosme économique. « Je pense être plutôt un leader, affirme-t-il avec une pointe de fierté. Je suis un homme de rassemblement, c'est ce qui fait ma force ». Ses points de vue sont partagés et ses ambitions iront crescendo. Il se présente à la présidence du Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy (Fivmpama) en 2015 et est élu. Il a rempli cette année pour un nouveau mandat. « J'ai toujours voulu bâtir pour le pays ». Pour lui, c'est une manière de concrétiser

le concept de « patriotisme économique » qu'il véhicule sans cesse. Pour lui, redorer le blason de l'industrie malgache est une priorité tout comme la mise en place d'un label malgache. « Il faut inciter nos concitoyens à consommer malgache », exhorte-il. Erick Rajaonary nourrit de grandes ambitions. On lui prête même une velléité d'accéder à la magistrature suprême. Quand on lui pose la question, il répond avec sérieux. « Cela ne sert à rien si on veut ne faire que de la politique politicienne qui est en train de tuer ce pays ». Très sollicité internationalement, l'homme d'affaires n'en oublie pas pour autant de partager ses expériences avec les jeunes, même s'il regrette que « souvent, nul n'est prophète en son pays ». En tout cas, un pays a besoin de héros. Erick Rajaonary l'a bien compris. P

en 5 dates

1990 | diplôme d'expert-comptable à Lyon

1998 | il fait partie du secrétariat technique à la privatisation en tant qu'expert financier

2005 | création de la société Guanomad qui exploite le guano

2013 | le PDG de Guanomad est élu meilleur entrepreneur africain sur plus d'un millier de candidats

2015 | il devient président du Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy, puis réélu en 2017





Tanora Manova Rasa (TMR)

Pour une redistribution équitable des richesses

La jeunesse malgache est dotée d'énergie, de créativité et de talents incontestables. Elle doit dorénavant prendre conscience des réels enjeux de la vie publique.



Karina Zarazafy



FES

« **P**romouvoir la culture démocratique, la justice sociale et la relève ». Tel est le cheval de bataille de la Friedrich-Ebert-Stiftung. Pouvoir jouir pleinement des fruits de la croissance économique nationale est le droit de tous. C'est dans cette optique que la Fondation a établi le programme *Tanora Manova Rasa* (TMR).

« **RASA** » SIGNIFIE distribution, partage. *Tanora Manova Rasa* symbolise une jeunesse prête à effectuer des changements dans la redistribution des richesses. Ce programme de formation tire son essence de la nécessité de faire régner l'équité. « *Il s'agit ici de promouvoir une redistribution équitable des fruits de la croissance afin de faire baisser les inégalités sociales* », a souligné Jean-Aimé Raveloson, initiateur du programme et Représentant résident adjoint de la FES à Madagascar. « *Le programme de formation veut contribuer à donner aux 92% de Malgaches qui vivent en-dessous de seuil de pauvreté, la chance de bénéficier des fruits de la croissance* », a-t-il expliqué. Si tel est l'esprit dans lequel se fonde le programme, son objectif est, d'un autre côté, de « *faciliter l'inclusion de jeunes issus des couches défavorisées dans le processus de prises de décision démocratiques à travers leur conscientisation politique* ». Pour ce faire, la formation porte sur quatre volets principaux. À savoir l'enrichissement des connaissances thématiques générales, la confortation en cultures et pratiques politiques, le renforcement des aptitudes en communication et en dynamique de comportement, et l'accompagnement dans un processus d'organisation en mouvement militant, visible, activiste et autonome.

ACTUELLEMENT, LA GRANDE majorité des Malgaches vivent dans l'acceptation de la pauvreté. « *Cette acceptation est ancrée dans notre culture. Nous sommes résignés à ne plus pouvoir nous sortir de cet état de pauvreté* », explique l'initiateur de la formation. Si bien qu'on assiste au règne de l'individualisme, de la corruption, du matérialisme... TMR s'adresse ainsi aux jeunes, « *en situation de difficulté économique* » appartenant au « *précarat* », mais qui sont intéressés par la politique et surtout qui ont une forte aspiration pour « *le changement politique et social* ». L'idée est de faire en sorte que ces jeunes prennent conscience des réels enjeux de la politique et de l'économie, notamment du secteur informel où se concentrent les activités économiques de la majorité des Malgaches. Sachant d'ailleurs que, comme insiste Jean-Aimé Raveloson, « *durant les crises, qui se sont succédé dans le pays, c'est l'informel qui a permis à l'économie de survivre* ». Selon notre interlocuteur, « *il est nécessaire que cette majorité prenne conscience qu'elle peut sortir de cette pauvreté* ».

TMR EST UNE INITIATIVE qui entend former les jeunes issus de la couche vulnérable à la prise de position dans la politique. Aussi, à l'issue de la formation, la Fondation attend de ces jeunes qu'ils soient de réels vecteurs de changement dans leurs sociétés respectives. 53,8% des Malgaches ont moins de 20 ans et les moins de 35 ans représentent environ 70% de la population. Dans l'état actuel, elle est à la fois une « *bombe démographique* » à retardement et une véritable opportunité pour le pays. Leur donner l'opportunité de s'engager et de prendre en main leur avenir concrétisera les espoirs placés en cette jeunesse. P

L'INDUSTRIALISATION pourquoi ?

11%

taux de recouvrement fiscal annuel à Madagascar

L'Etat a besoin de plus de ressources financières pour réaliser des projets de développement.

Les ressources financières de l'Etat à l'heure actuelle sont insuffisantes à cause d'un taux de recouvrement fiscal très faible. L'assiette fiscale est trop réduite pour garantir la mise en place d'infrastructures de bases et de services sociaux pour la population. L'industrialisation renforcera ces ressources.

www.alliance-industrialisation.mg
www.facebook.com/allianceindustrialisation



démocratie locale

Un monde rural en quête de mutation

La disqualification sociale des populations rurales dans la politique est encore une réalité tenace à Madagascar. À leur niveau, elles cherchent aujourd'hui à reprendre en main leur destinée.



Alain Iloniaina

Une piste cahoteuse de 24 km que l'on fait en près d'une heure trente minutes. Aller à Antoby-Est, commune rurale située à une vingtaine de kilomètres au Sud-est de Miarinarivo, dans la région Itasy, relève du même parcours de combattant qu'aller dans la plupart des campagnes malgaches. La localité est à moins de 100 km de la capitale, mais comme beaucoup de zones rurales, elle fait face à la défaillance d'infrastructures publiques. La terre y est encore riche, mais les habitants y sont toujours pauvres.

ANTOBY-EST A POURTANT UNE PARTICULARITÉ. « Le taux de recouvrement fiscal dans ma circonscription est de 75% », indique fièrement Jean Marie Razafimahatratra, maire de la commune rurale. « Cela est possible parce que nous expliquons aux contribuables à quoi leurs impôts vont servir, tout en reversant dans les fokontany 40% de la totalité de ce qui est perçu pour que des travaux puissent y être réalisés », poursuit-il.

Tous les mois, les membres du bureau de l'Exécutif de la commune effectuent une visite dans chacun des onze fokontany qui la composent. Pour eux, c'est l'occasion d'expliquer à la population les décisions qui sont prises, de faire un rapport de ce qui a été entrepris au niveau de la commune, mais aussi de recueillir les desiderata des habitants. Une réunion de consultation est également organisée dans les bureaux de la mairie tous les premiers mardis du mois avec les dirigeants de la commune, le conseil communal ainsi que les représentants des différentes organisations locales. « La démocratie, nous la vivons au quotidien parce que nous participons activement dans la gestion de nos fokontany et de notre commune », résume Jean Baste Randrianarisoa, conseiller communal.

« LA COMMUNE N'EXÉCUTE QUE les travaux ayant obtenu l'aval du conseil communal, tandis que le conseil communal n'autorise que les travaux dont la mise en œuvre a initialement fait l'objet de consultations auprès des citoyens et des forces vives de la commune », poursuit-il. « Pour que la démocratie fonctionne, et que les citoyens prennent une part active à la gestion d'une communauté, quelle que soit sa taille, les dirigeants doivent être proches de la population, et celle-ci doit être au courant de tout ce qui est décidé en son nom ». Les propos sont de Bernard Ravelonjato, leader du parti GLM dont est issu le maire d'Antoby-Est. Pour cet ancien député élu à Miarinarivo, la démocratie telle qu'elle s'applique aujourd'hui à Antoby-Est, peut être mise à l'échelle et s'appliquer sur l'ensemble du pays quelle que soit la forme de l'État. « Il est important de redonner aux citoyens (fokonolona) la considération qu'ils méritent en tant que réels détenteurs du pouvoir », souligne-t-il, avant de conclure que les partis politiques ont un rôle important à jouer dans ce sens ».

CETTE FORME D'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE est nouvelle à Antoby-Est. Jusqu'en 2015, année d'élection du maire Jean Marie Razafimahatratra, les habitants de la commune se contentaient de « subir » les décisions prises par le maire et ses collaborateurs. Tout comme ils

continuent de se soumettre aujourd'hui à certaines mesures d'intérêt national, dont ils ne comprennent pas toujours les tenants et les aboutissants. « Personne ne vient nous expliquer », regrette Justin Randriamiandrisoa, président d'un fokontany. Et ce n'est pas sur notre député qu'il faut compter pour venir nous éclairer sur ce qui a amené les autorités à prendre cette mesure ». Habités depuis deux ans à recevoir la visite de proximité de l'équipe du maire Jean Marie Razafimahatratra, les habitants d'Antoby-Est ressentent encore plus durement la rareté des visites que leur rendent les élus nationaux, tels que le député élu dans le district de rattachement ou le président de la République. « Nous savons maintenant pour qui ne pas voter en 2018 », s'exclament-ils en chœur, même si pour l'heure, beaucoup ne savent pas pour qui alors voter.

HANITRA BASILE RAZAFINDRAKOTO, DIRECTEUR D'ÉCOLE assure que « les paysans savent aujourd'hui voter et ont des critères très

stricts quand ils choisissent ». « Des candidats peuvent tenter d'acheter des voix, les gens ne se feront pas avoir », ajoute-t-il. « Nous allons juger les candidats sur leur réalisation, sur leur personnalité et sur leur capacité à venir vers nous », précise alors Randriamahenina, chef d'un autre fokontany de la commune. « Ceux qui donneront des "gadgets électoraux" perdront leur argent : les électeurs vont les accepter, mais ce n'est pas cela qui va dicter leur choix », lance de son côté Charles Randrianarivony, adjoint d'un chef de fokontany. Mais les paysans ne connaissent pas forcément tous les candidats, ils vont devoir se fier aux recommandations qui leur sont faites. « Nous allons demander aux notables de la région de nous éclairer sur les choix à faire », indique Randriamahenina. Parmi les notables, les fonctionnaires et les représentants de l'État, formant généralement les bras armés du parti au pouvoir, se trouvent en bonne position pour « dicter » aux paysans leur vote.

2018 SERA DONC L'ANNÉE du grand test démocratique à Antoby-Est. Si les composantes de la démocratie – comme le principe de la redevabilité et la participation citoyenne, fonctionnent à l'échelle de la commune, amenant ses habitants à s'intéresser davantage à la vie politique locale, la coupure avec le monde urbain – là où les décisions à caractère national sont prises, les loge encore à la même enseigne que la plupart des paysans. Cette fracture politique entre le monde rural et le monde urbain est demeurée béante à mesure que le pays stagne. Les campagnes malgaches sont et demeurent des zones « annexées » par les villes qui accaparent encore les projets de développement et les infrastructures. Il est de plus en plus urgent que les réformes de l'action publique en matière de développement de territoires – promouvant la décentralisation politique – renforce les capacités aussi bien des administrateurs que des administrés dans ces zones rurales. L'empowerment des citoyens dans ces zones leur permettront de s'organiser et de définir leur trajectoire de développement, non plus de subir. À défaut d'une telle politique, oubliés, voire méprisés par les autorités politiques, ils finiront toujours par se soumettre à ceux qui auront été élus à l'échelle nationale, jusqu'à la prochaine élection. P

Pour que la démocratie fonctionne, (...) les dirigeants doivent être proches de la population, et celle-ci doit être au courant de tout ce qui est décidé en son nom.

Une autre politique est possible pour changer la vie des Malgaches



Une chronique de...

Hary Naivo RASAMOELINA

Hary Naivo Rasamoelina est président du parti Droits Humains et Démocratie Madagascar (DHD). Spécialiste des sciences politiques, sociales et philosophiques, il a été vice-président de la Haute autorité de la Transition. Profondément ancré à gauche, il milite au sein de son parti pour faire des droits humains et de la démocratie une réalité pour tout un chacun et pour la société dans son ensemble.

Les tenants du pouvoir clament haut et fort que la démocratie est réelle à Madagascar et que le développement est patent. Ils sont convaincus que leur politique et la Politique générale de l'État ont déjà apporté aux Malgaches leurs fruits. Ils mettent en exergue que les opposants gênent et entravent le développement. Se pose alors la question : qu'en est-il effectivement ?

Avoir une réponse sereine et objective à la question nécessite une analyse sérieuse de la situation suivante :

où se situe réellement les problèmes sociaux actuels du développement de la société malgache ?

Les tenants du pouvoir actuel seront jugés non pas, par leurs discours mais par leur travail et les résultats de leurs actes. Innombrables sont les promesses et les directives prises par le président de la République dès son accession au pouvoir. Mais nombre d'initiatives se transforment en actions stériles ne faisant qu'enfanter une tragédie pour les ménages et les forces productives. Toutes les formes de relations sociales et des affaires antérieures de l'État sont démolies. Cela crée hostilité et instabilité politico-sociales. Les opposants sont paralysés et intimidés. Tous ceux qui gênent sont étiquetés comme terroristes. Toutes informations/communications sont épiées et surveillées. La classe moyenne et la classe des pauvres se trouvent au même niveau. Les opérateurs ne peuvent agir car ils ne peuvent se développer qu'au détriment d'intérêts supérieurs. En résumé, une poignée de gens, accapareurs du pouvoir, élaborent la

politique conformément à celle des États néolibéraux. Moins du cinquième des citoyens trouve ses intérêts dans ce régime.

Nombreuses sont les décisions d'une belle espérance prises par le chef de l'État, le Premier ministre et son gouvernement. Cependant, elles sont plus ou moins incompréhensibles. Des marchandises de tous les choix inondent le marché, les marchés sont animés, les salaires et pensions sont augmentés, la lutte contre la corruption disent-ils devient sévère, les élections de toutes les instances dirigeantes ont été démocratiques, etc. Seulement, observez la réalité en face : ce qu'on vit et ce qu'on voit en est autrement

et contradictoire. Cette réalité est au profit des tenants du pouvoir minoritaires et aux opportunistes politiques et économiques multinationaux. Les démarches sont tantôt perceptibles, tantôt déguisées. Leur aboutissement est évident : la naissance d'une nouvelle classe minoritaire détentrice de tous les pouvoirs et de toutes les richesses.

La démocratie en est aussi un éminent problème de la République. On applique la démocratie du pouvoir néolibéral ou la démocratie

des ultralibéralistes. Elle n'est fondée que pour glorifier les droits civils et politiques. Le pouvoir bafoue les droits économiques, sociaux et culturels de chaque citoyen. La démocratie exigée par le peuple est celle où il est à la fois maître d'œuvre et maître d'ouvrage dans la réalisation de ses besoins et de ses intérêts. Le parti DHD Madagascar l'affirme : une autre politique est possible pour changer la vie quotidienne des Malgaches. Il nous faut faire des droits humains et de la démocratie une réalité pour tous. Et nous prônons les idées nouvelles et une nouvelle organisation. Les politiciens doivent dorénavant maîtriser l'art de la politique. P

Les tenants du pouvoir actuel seront jugés non pas, par leurs discours mais par leur travail et les résultats de leurs actes.



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur

L'INDUSTRIALISATION pourquoi ?

80%

de la population active travaille dans l'agriculture

Valoriser les paysans, transformer localement les produits de l'agriculture

La transformation locale des produits agricoles assure un marché stable aux paysans et leur garantit des revenus réguliers. Cela les incitera à produire davantage en qualité et en quantité. L'industrialisation ajoute ainsi de la valeur aux produits de l'agriculture.

www.alliance-industrialisation.mg
www.facebook.com/allianceindustrialisation

finance publique

L'art difficile de l'équilibrisme



Éviter le déficit dans le budget de l'État, tel est le jeu d'équilibriste qu'il faut effectuer chaque année. Un exercice qui s'avère compliqué dans le cas de Madagascar.

Madagascar affiche actuellement un déficit budgétaire de 164 milliards d'ariary. Avec un taux de croissance économique avoisinant les 4,5% et un taux d'inflation de 7,1%, le pays fait face à de nombreuses difficultés pour atteindre l'équilibre budgétaire.

SUR LE CHAPITRE de la politique des recettes, la Loi de finances 2018 s'articule sur quatre grands

axes à savoir l'amélioration des recettes fiscales, la simplification et l'allègement des procédures, les incitations fiscales et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales en termes de politique de recettes, comme la ministre des Finances et du Budget l'a présenté devant les parlementaires. Pour Madagascar, les risques budgétaires sont élevés et freinent les efforts à l'équilibre. L'imprévisibilité des financements extérieurs ainsi que les manques à gagner dans les recettes fiscales –

accentués par la prédominance du secteur informel – sont des tares économiques notables. Ce dernier facteur ainsi que l'intégration régionale réduisent davantage les recettes douanières. Cette réalité contraint à une optimisation du budget étatique ainsi qu'à une bonne gestion des dépenses qui doit passer nécessairement par l'augmentation de la pression fiscale qui est parmi la plus faible en Afrique (autour de 10% par an). L'État devrait toujours faire face à un arbitrage difficile entre les dépenses sociales et les investissements publics alors que l'espace budgétaire est déjà assez restreint et les ressources externes pèsent considérablement. Sur ce sujet, Régis Rakotoarimanana, directeur de la synthèse budgétaire du ministère des Finances et du Budget note que « *la médiation entre les dépenses sociales et la croissance économique s'avère ainsi difficile. L'espace budgétaire limité et les dépenses sociales sont obligatoires pour soutenir les couches vulnérables, à titre d'exemple des subventions allouées à la Jirama servent à éviter les tensions sociales* ».

EN D'AUTRES TERMES, il s'agit de faire un choix politique assez compliqué entre les réalités sociales et les besoins budgétaires. « *Comment répartir le budget assez limité entre les dépenses d'investissements publics et les priorités sociales?* », questionne notre interlocuteur, à l'occasion d'une conférence-débat placée sous le thème « *Les difficultés liées à l'atteinte de l'équilibre budgétaire* », organisée par la FES en partenariat avec l'agence de coopération allemande GIZ. Ce questionnement met en évidence la complexité du sujet. 90% des activités économiques du pays évoluent dans l'informel, d'après les statistiques émanant des comptes nationaux. L'informalité handicape énormément les industries déjà existantes. Leur faible compétitivité ne leur permettent pas outre mesure de s'épanouir face



optimisation budgétaire : des efforts à fournir, des sacrifices à faire

« *Les difficultés dans la gestion budgétaire ne manquent pas. Pour les dépasser, il est nécessaire d'adopter une démarche de transparence* », plaide le Dr Ulrich Nussbaum (photo). Pour montrer la voie, il a expliqué les démarches accomplies quand il était ministre en Allemagne. Il a souligné la nécessité d'une coupe sur les investissements dans les infrastructures et la diminution des salaires et des avantages des fonctionnaires de 7% en dessous de la moyenne. « *En limitant la hausse annuelle des dépenses, on diminuera les déficits. Si l'on explique clairement les efforts à fournir aux citoyens, ils comprendront* », soutient l'ancien sénateur pour les Finances des États de Brême et de Berlin. Malgré une restriction budgétaire sévère, le ministre a pu jouir d'une cote de popularité élevée. Sous sa conduite, l'équilibre budgétaire a été atteint en 2015. L'optimisation du budget nécessite donc un contrôle en temps réel des dépenses avec les nouvelles techniques de gestion de projet et des prises de position résolues. Si certains proposent la réduction des salaires des fonctionnaires, d'autres avancent plutôt de réduire leurs effectifs. « *La machine administrative a besoin d'une souplesse qui diminuerait les coûts, tout en augmentant*



l'efficacité. Elle gagnerait même à se débarrasser de certains lourdeurs administratives », avance l'économiste Elie Ramanankavana. Le Pr Mamy Ravelomanana, économiste et enseignant chercheur à l'Université d'Antananarivo, a souligné que « *Madagascar doit revoir ses priorités dans les dépenses de fonctionnement* ». En se référant sur le modèle allemand, il a indiqué que les investissements sociaux relèvent plutôt d'une politique à long terme. Pour lui, une augmentation de la pression fiscale est primordiale pour le bien-être du budget. Cependant, l'expansion du secteur informel complique la tâche.

----- R.A. & B.V.L.

à la rude concurrence et les abus alimentés « passivement » par certaines législations. Comme le cas des entreprises franches qui ne sont pas intégrées dans le tissu économique national. Elles occasionnent un trou béant dans la caisse de l'État, dont les revenus sont déjà assez tenus, mais en même temps elles permettent d'employer des milliers de personnes.

ELIE RAMANANKAVANA, économiste, explique que « *l'informalité de la classe aisée est alimentée en grande partie par le flou des textes légaux. Il faudrait donc épurer ces textes de manière à éviter tout vice d'interprétation*

ou toutes contradictions ». Le Dr Ulrich Nussbaum, ancien sénateur pour les Finances des États de Brême et de Berlin, avance quant à lui « *la nécessité de la mise en œuvre de plusieurs réformes* ». Après la grave crise économique de 2008, l'Allemagne, notamment la ville-État de Berlin, a dû relancer sa machine économique. « *Pour réduire le déficit du budget de la capitale allemande, pendant la période de crise qui a commencé en 2009, la restructuration budgétaire est passée par l'amélioration du climat des affaires pour attirer des entreprises et des sociétés et attirer la population. En effet, en augmentant excessivement la taxe*

professionnelle, des postes de travail risque de partir en périphérie », a-t-il soutenu, comme une piste de réflexion concrète proposée à la partie malgache. Pour tenter de cadrer les dépenses sur le court terme, le ministère des Finances ambitionne de ramener les dépenses de solde à 27% en 2020 à travers la limitation des recrutements des maîtres Fram, le gel des remplacements numériques ainsi que le recrutement par les postes laissés vacants par les fonctionnaires fantômes. Mais aussi courageuses que soient ces mesures, il n'est pas sûr qu'elles permettent de revitaliser l'économie sans une réelle transformation structurelle. **P**





tourisme

La croisière ne s'amuse plus

Le tourisme est un autre potentiel à exploiter. Il est sur la phase ascendante à Madagascar, mais les défis et les entraves sont multiples pour en faire un pilier de la croissance.



Sandra Hafalianavalona
et Hilda Hasinjo



Toky Rajaona

Au début de cette année, de nombreux magazines internationaux ont cité Madagascar comme étant une destination « incontournable ». Pêle-mêle, *Vogue*, *Washington Post* ou encore le *Daily Telegraph* ont recommandé aux touristes d'inscrire la Grande île dans leurs agendas 2017. Dans la publication en date du 4 janvier,

New York Times a même été très laudatif en plaçant le pays dans le Top 20 des destinations à visiter. C'est une nation insulaire considérée comme un paradis de l'écotourisme, mentionne le quotidien américain.

UNE EMBELLIE, puis le retour sur terre. Avant la « crise de la peste », le secteur tourisme se portait bien. Les chiffres l'attestent, en

2016, l'arrivée des touristes internationaux a enregistré une hausse de 20% avec un total de 293 185. Ils ont apporté une valeur en devises de 702 millions de dollars. De même, la haute saison a démarré sur les chapeaux de roues cette année. « Avant le mois d'août, nous avons enregistré un accroissement d'environ 16% par rapport à l'année dernière », détaille Todiveloniana Rasolondraibe, directeur des formations au métier du tourisme auprès du ministère de tutelle. Cependant, cette embellie est à relativiser par rapport aux autres destinations reconnues. Les statistiques restent bien loin du million de touristes recensés annuellement par l'île Maurice – alors que l'offre n'y est « que » le balnéaire. L'épidémie de la peste a pesé sur un secteur en quête de stabilité. « Des établissements ont eu des annulations ou une diminution de leurs activités », précise Rita Ravelojaona, présidente de la Fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar (Fhorm).

QUELQUES TOUCHERS de croisière ont été annulés pour le mois de novembre. Ce qui ne manquera pas d'impacter sur l'ensemble du secteur. Avec l'arrivée d'un paquebot, près de mille touristes potentiels peuvent débarquer dans une ville. Cependant, bien que fatale sur le coup, l'épidémie de peste ne saurait occulter les multiples entraves du tourisme : manque d'infrastructures et de main-d'œuvre réellement qualifiées, l'insuffisance et l'immaturité des vols domestiques et régionaux. « L'offre ne satisfait plus la demande en termes d'hébergement », explique Todiveloniana Rasolondraibe. Pour les transports, le tourisme dépend de la connectivité aérienne. Le retard et l'annulation des vols pénalisent les touristes qui ont déjà leur propre timing ». Surtout, le budget alloué à la promotion est dérisoire, même si l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM) se démène avec le peu de moyen qu'il a pour

à la loupe

90%

de la faune et 80% de la flore malgaches sont endémiques

1 000 000
de visiteurs

> objectif 2020

prioriser la promotion de la destination Madagascar à travers l'organisation de divers salons dans le pays, mais également la participation aux salons internationaux. Or les touristes sont séduits par les images. Dans cette perspective loin d'être radieuse, la nouvelle stratégie d'ouverture du ciel favorise cependant le développement du secteur. « Les résultats sont concrets car cela renforce la compétitivité de la destination. La réduction et la promotion offertes par certaines compagnies aériennes sont plus que positives », ajoute un agent de voyage auprès d'Assisten Travel.

MADAGASCAR A UN PLAN ambitieux pour son tourisme. Il veut accueillir un million de touristes d'ici 2020. Maintes fois, Roland Ratsiraka a dit vouloir maintenir ce cap et cet objectif. La question est de savoir comment y arriver et quel type de tourisme on veut promouvoir : le tourisme balnéaire, le tourisme d'affaires, le tourisme écologique, le tourisme culturel ou bien le tourisme de luxe ? Certains établissements présentent des offres tellement exclusives qu'elles excluent la population locale d'implantation dans son schéma de développement. C'est le cas d'un grand hôtel bien huppé à Nosy Be qui offre un service all inclusive, si bien que même les vendeurs de souvenirs ne peuvent accéder à la plage du site. Ce n'est sûrement pas

ce genre de développement touristique que les acteurs du secteur veulent. Car « le secteur est potentiellement générateur d'une chaîne de valeurs importante », souligne Rico Rakotovazahade la Fédération nationale des guides (FNG). Madagascar a encore les cartes en main pour valoriser le tourisme durable et solidaire qui apporte un bienfait sur l'ensemble de la société. « L'investissement joue un rôle prépondérant. Il faut prendre en compte plusieurs variables pour atteindre ce chiffre d'un million de visiteurs comme la communication ou le secteur aérien. Tout est travail doit être mené », conclut Rita Ravelojaona. P

la voie et la voix du tourisme

La Confédération du tourisme de Madagascar a été créée pour coordonner les efforts de développement touristique. Elle regroupe les métiers du Tourisme et a pour ambition de porter la voie de l'industrie touristique dans le développement de ce secteur qui a un rôle éminemment important dans l'économie du pays.



« Le nombre d'arrivées de touristes régresse par rapport à l'année précédente. Le taux d'annulations de réservation s'élève à 25%, notamment pour au mois de novembre. La décroissance est de 10% pour le tourisme business », s'est plaint le ministre du Tourisme. L'épidémie de peste a grevé assurément les efforts accomplis depuis des années pour redorer le blason de la destination Madagascar. D'autant plus que les malheurs du secteur touristique malgache font les bonheurs des îles voisines. Malgré la mise en place du concept Îles Vanille, qui regroupe Madagascar, les Comores, Maurice, Mayotte, La Réunion et les Seychelles, les îles sœurs se sont retranchées derrière un silence assourdissant au plus fort de la crise de la peste. Or, lors de son lancement, les Îles vanille ont été présentées comme la nouvelle marque de l'océan Indien ayant des valeurs communes. Entre les lignes, la solidarité devrait être de mise. Mais en réalité, tout est loin d'être rose. Les îles de l'océan Indien se disputent le leadership du secteur.

Pis, certaines ont profité de la situation pour « dévier » dans leur destination certains touristes initialement prévus visiter Madagascar. « Sur le papier, cette alliance est belle. Pratiquement, c'est une coquille vide », déplore un tour opérateur. Ce qui est fortement dommage car les destinations sont complémentaires. Pour l'instant, les îles indo-océanes se contentent de « se phagocyter », lâche amèrement notre interlocuteur. D'ailleurs, le ministre du Tourisme malgache ne les a pas épargnées durant une conférence de presse, en pleine tempête de la peste. Il a dénoncé « une attitude inamicale entre voisins ». Dans le fond, qui a intérêt à ce que la destination Madagascar se réveille de sa torpeur ? Elle a toutes les facettes pour devenir un hub touristique incontournable.

----- R.A.

Îles vanille,
Madagascar l'a mauvaise



Alliance pour l'industrialisation durable

Un grand pas vers la transformation du système économique



Van-Lee Behaja

Conscient de la stagnation économique du pays depuis 60 ans, l'industrialisation du pays est reconnue comme étant le seul moyen pour le pays de sortir de cette pauvreté persistante.

Cela nécessite entre autres la transformation de la structure économique nationale et un changement de mentalité de tous nos concitoyens. Le processus de transformation de l'économie nationale, allant du stade agricole au stade industriel est sur ses rails. Le Pr Carlos Lopes en avait appelé à cette « *transformation structurelle radicale* » pour sortir l'économie malgache de son marasme profond. Aujourd'hui, la Grande île accuse un grand retard

par rapport au monde entier dans l'industrialisation du pays, dans l'industrialisation de l'économie et dans l'industrialisation de la production (voir le grand dossier *Politikà 6*). Une triple pénalité qui se ressent dans le quotidien et au niveau économique du pays en général.

DEUX ORGANISATIONS patronales, à savoir le Syndicat des industries de Madagascar (Sim) et le Fivondronan'ny mpandraharaha malagasy (Fivmpama), deux plateformes syndicales composés de

la Conférence des travailleurs de Madagascar (CTM) et la Solidarité syndicale de Madagascar (SSM), ainsi que le Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (Crem), ont constitué le socle de l'Alliance qui en appelle d'autres. Ils ont procédé à la signature de la Charte la constitution de l'Alliance, le mardi 5 décembre dernier. Cette alliance fait suite à l'élaboration de la Loi sur le développement de l'industrie (LDI) et constitue une des grandes étapes de la mise en œuvre de la politique industrielle du pays.

Elle vise à entraîner Madagascar vers une industrialisation rapide, mais néanmoins durable et respectueuse de l'environnement, et à interpeller l'État afin qu'il fasse de l'industrialisation une vraie priorité pour le développement de la Grande île. « Cette alliance pour l'industrialisation de Madagascar est une nécessité absolue et impérative de nos jours, souligne le Dr Andriampeno Ramiliarison, Président du Conseil d'Administration du Crem. Madagascar devrait produire ce que son peuple va consommer et la population de Madagascar devrait consommer d'abord ce que son industrie produit ». « Nous nous sommes réunis afin de rassembler nos voix et de constituer une force de pression pour promouvoir les industries et l'entrepreneuriat à Madagascar. Tout en s'engageant pour une justice et une équité sociale dans le réinvestissement des fruits de la croissance » a, quant à lui, avancé Erick Rajaonary, président du Fivmpama.

NOTONS QUE l'industrialisation du pays à vocation à valoriser les produits agricoles, à promouvoir la transformation des matières premières localement afin de soutenir l'activité du secteur primaire, à augmenter la valeur ajoutée pour Madagascar et à créer plus de travail décent et d'améliorer la condition de vie générale de la population. Mais cette industrialisation fait face à plusieurs obstacles, comme la délinquance économique, la concurrence déloyale, la corruption, les mesures fiscales peu favorables, la volonté étatique, les infrastructures et d'autres maux. Pourtant, la relance économique et le développement du pays doivent impérativement passer par ce stade. Une étape qui a déjà révolutionné la structure économique de plusieurs pays dans le monde. Les représentants des organisations signataires de la charte ont chacun mis en exergue la nécessité d'adoption du patriotisme économique pour soutenir les

industriels, pour accroître la notoriété du Vita malagasy et pour améliorer leur compétitivité tant qu'à l'échelle nationale qu'internationale. « Madagascar a toutes les potentialités de se développer, toutes les potentialités pour s'industrialiser, toutes les potentialités pour produire mieux qu'auparavant. Mais toutes ses potentialités restent vaines, si nous n'unissons pas nos forces pour les exploiter dans les conditions optimales », a exhorté le Dr Andriampeno Ramiliarison.

« **L'ENJEU DE** l'industrialisation touche tous les aspects de la vie de la Nation. Sur le chapitre de l'emploi, nous constatons actuellement que le marché du travail est pratiquement inexistant à Madagascar. S'il y a du travail, il

est précaire et instable. Les emplois plus stables créés par l'industrie, conduisent à une plus grande sécurité pour les travailleurs tout en mettant fin à l'emploi précaire », indique Olga Rakotoarimanga, de la CTM. La création de l'alliance tombe à point nommé. Elle aidera à soutenir activement le long de l'année 2018 les dispositifs mis en place dans le cadre de la LDI qui sera dorénavant le cadre législatif du secteur industriel. Néanmoins, la bataille s'annonce rude pour que cette loi ne demeure pas sans fondation et sans apport concret pour le secteur. « Le nom Alliance a sans doute une consonance militaire mais il confère une stratégie commune pour une forte mobilisation », appuie Fredy Rajaonera, le président du SIM. **P**

à la loupe

5 signataires

de la charte pour la constitution d'une alliance pour l'industrialisation durable

15%

> Poids de l'industrie dans le PIB



loi sur le développement industriel : le plus dur commence maintenant

Il aura fallu batailler de manière acharnée, et mener une intense campagne de lobbying, pour que la Loi sur le développement industriel (LDI) puisse être adoptée. Comme d'autres pays africains, la Grande île se dote enfin d'un cadre législatif pour développer son secteur secondaire comme il se doit. Divers dispositifs sont prévus dans cette LDI : un soutien financier, à travers le Fonds national pour le développement industriel (FNDI), est prévu pour les Établissements industriels agréés (EIA). La LDI concourra aussi à la mise en place de l'Agence nationale pour le développement de l'industrie (ANDI). La création d'une Zone d'investissement industriel (ZII) est à l'ordre du jour afin de faciliter le développement du secteur industriel, l'implantation d'unités industrielles et sa régulation par l'État. L'Alliance pour l'industrialisation durable de Madagascar regardera d'un œil avisé la mise en place de ces différentes structures qui font l'essence et l'âme de cette LDI, avec les divers dispositifs fiscaux. Les signataires de la charte



pour l'industrialisation durable espèrent que ces mécanismes permettront de faire franchir de grands pas à l'industrie malgache. « Nous avons cette capacité et aujourd'hui une volonté commune de changer le mode de production en faveur de l'industrialisation qui est très essentiel. Il faut prendre la décision de produire pour notre bien-être, au lieu de consommer tout simplement les produits des autres », exhorte Andriampeno Ramiliarison, le PCA du Crem.

----- R.A.



épidémie de la peste

Le système de santé publique dénudé

La peste suscite des images moyenâgeuses, terribles et nullement rassurantes. Cette épidémie, qui appartient au passé, est conjuguée au présent à Madagascar.



Karina Zarazafy



Henitsoa Rafalia

Les uns associent cette maladie au manque certain d'hygiène de la grande majorité de la population, les autres mettent en cause tout un ensemble de facteurs inhérents à la politique sanitaire, comme la défaillance du système de santé publique malgache. Pour le Dr Charlotte Ndiaye, Représentant résident de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à Madagascar, la peste résulte d'« un mode de vie et un niveau très élevé de la pauvreté ».

DEPUIS SON ARRIVÉE EN 1898, des cas de peste apparaissent systématiquement chaque année dans la Grande île, surtout en milieu rural. D'après l'étude épidémiologique de l'Institut Pasteur de Madagascar en 2002, une recrudescence est observée depuis 1989. Après 28 ans de silence apparent, la peste urbaine réapparait à Antananarivo en 1978. Elle refait surface en 1991 dans le port de Mahajanga. Le pays a toutefois réagi en redynamisant son programme national de lutte contre la peste à partir de 1994.

Ce qui s'est traduit par une augmentation significative du nombre de cas déclarés. Ce qui a permis une meilleure surveillance de la maladie. La surveillance intègre la participation du malade, de la famille et de la population. Ce système d'alerte de la surveillance de la peste humaine à Madagascar permet une amélioration de la notification des cas. La propagation de la peste de cette année a pourtant été due, selon l'OMS, « à la précocité d'apparition du premier cas et au fait qu'il y a eu un retard dans le processus de diagnostic. Ce qui a fait que, rapidement, on a évolué d'une peste bubonique à une peste pulmonaire ». Une actualisation et une redynamisation de ce programme national de lutte contre la peste s'imposeraient à l'heure actuelle.

CETTE ANNÉE, UNE ÉPIDÉMIE de peste a de nouveau frappé la grande île. Ce, majoritairement sous sa forme la plus dangereuse, la peste pulmonaire. Lors de l'annonce de la fin de l'épidémie de peste, le bilan énoncé par les autorités fait état de 2 384 cas recensés, dont 1 828 de cas

de peste pulmonaire et 202 personnes décédées. La région d'Analamanga a, à elle seule, concentré 1 408 cas de peste pulmonaire. « *La peste a toujours existé à Madagascar* », nous explique le Représentant résident de l'OMS. De plus, la Grande île « *fait partie des pays où le nombre de cas de peste relevé chaque année et le nombre de décès, sont les plus élevés au monde* ». En effet, cette maladie ne date pas d'hier. Une étude épidémiologique publiée par l'Institut Pasteur a retracé l'historique de son apparition dans la Grande île. D'après elle, la peste est entrée à Madagascar en 1898, à partir du port de Toamasina, suite à l'escale d'un bateau venant d'Inde. En 1921, elle arrive à Antananarivo, s'étend sur les Hautes terres centrales en y provoquant des épidémies sans précédent pendant près de 20 ans. Jusqu'au début des années 1980, elle a persisté à bas bruit surtout en milieu rural, avant de connaître une reviviscence au point de constituer un problème de santé publique de nos jours. Apparaissant le plus souvent en milieu rural, elle a été, jusqu'ici, facile à maîtriser.

CHAQUE ANNÉE, MADAGASCAR FAIT ainsi face à une « saison pesteuse » qui s'étend du mois de septembre au mois d'avril. La rapide propagation de l'épidémie s'explique par le fait que la maladie s'est déclarée plus tôt qu'à chaque saison. En effet, selon le docteur Charlotte Ndiaye, « il y a eu un retard dans le diagnostic. D'abord, il y a eu la précocité de l'épidémie. Et puis, comme la peste est arrivée plus tôt que d'habitude, le diagnostic n'a pas été posé de façon claire. De plus, on a remarqué que les gens, de région à région, bougent beaucoup. Ce qui fait que quelqu'un qui a commencé à développer des symptômes de peste a voyagé et, au cours de son voyage, a entraîné la mise en place de toute cette chaîne épidémiologique de transmission. Si bien qu'on a retrouvé des cas dans des zones qui n'étaient pas endémiques. Et c'est ainsi que s'est déclarée cette épidémie de peste qui est surtout pulmonaire ». L'épidémie de cette année a gagné les grandes villes. 13 régions sur 22 ont été atteintes. Selon un médecin du Centre hospitalier antipesteux d'Ambohimandra

(Chapa), le facteur qui a accéléré la propagation de l'épidémie est justement le fait que la maladie ait atteint les villes. Elle est devenue « urbaine », souligne le ministère de la Santé publique. Pour le ministre de la Santé Publique, le Pr Mamy Lalatiana Andriamanarivo, la maladie s'est rapidement répandue à cause du retard, voire de la non déclaration, des cas. Ce qui, selon lui, vient du fait que les personnes considèrent cette maladie comme « honteuse ou celle des moins aisés et des gens des bas quartiers ».

« **CETTE ÉPIDÉMIE AURAIT PU** être évitée, note le représentant résident de l'OMS. La propagation de la maladie aurait été évitable si dans le domaine du renforcement du système de santé, on avait un système de surveillance et un système d'alerte qui permettraient qu'à chaque fois qu'il y a un cas de peste bubonique ou même pulmonaire, on puisse réagir très vite et éviter toute possibilité de transmission ». De plus, comme la peste est habituellement rurale, la surveillance dans ces zones devrait être une évi-

dence. Cependant, ce n'est guère le cas. Le personnel de santé demeure en sous-effectif. Selon les statistiques sanitaires mondiales de 2009, publiées par l'OMS, entre 2000 et 2007, le pays ne comptait que 5 201 médecins, 5 661 infirmiers et sages-femmes, 410 personnel en dentisterie, 385 agents de santé communautaires et 1 007 autres prestataires des services de santé. Ce qui équivaut à trois médecins pour 10 000 habitants et également trois infirmiers et sages-femmes pour 10 000 habitants. Sans compter le fait que, comme l'ont bien énoncé les partisans des idées de gauche, lors d'une conférence sur la problématique d'accès à la santé, « dans le régime libéral actuel, la santé n'est qu'une "marchandise" parmi tant d'autres, et les patients ne sont plus que des "consommateurs" ». Si bien qu'être en bonne santé est un « luxe » pour la grande majorité de la population.

LA CRISE DE PESTE A MIS À NU les lacunes du système actuel. Lors du Zoman'ny Ankavia, organisé par le Forum des idées de gauche en octobre – ayant pour thème « Face au déclin de l'accès aux services de santé de base : être en bonne santé est-il un luxe ? » –, les panélistes ont mis en avant « la méfiance des citoyens envers les services publics de santé. Mais aussi, la mauvaise qualité des soins de base et l'insuffisance du budget alloué au service de la santé publique ». La lutte contre l'épidémie de la peste en est d'ailleurs témoin, le pays n'arrivant pas à s'en sortir sans les divers appuis des partenaires techniques et financiers (voir encadré). Dans tous les cas, des changements et un renforcement du système de santé sont à mettre en œuvre. Sachant d'ailleurs que la santé est un droit de tout un chacun, les participants au débat organisé en octobre ont avancé la nécessité d'augmenter le budget alloué au ministère de la Santé publique pour que celui-ci puisse s'assurer de l'accès de tous à la santé, l'augmentation et la création d'offres de service de santé de base. Toutefois, la réalisation de ce type d'investissement dépend en grande partie de la volonté politique des dirigeants politiques et de la responsabilité des citoyens. Charlotte Ndiaye conclut : « la prise de conscience des communautés ainsi que leurs participations effectives sont importantes. Ces dernières doivent maintenant réagir et veiller à ce que cette épidémie ne survienne pas l'année prochaine ». Madagascar a remporté une manche dans la bataille contre la peste, mais les pertes ont été très lourdes. Il est à présent grand temps que la Grande île livre une croisade véritablement sérieuse face à cette maladie moyenâgeuse. **P**



“ Le gouvernement est conscient de la faiblesse du système de santé

Pour le Dr Charlotte Ndiaye, représentant résident de l'Organisation mondiale de la Santé à Madagascar, éliminer la peste n'est pas impossible.

et en insistant sur la décentralisation. On va également mettre l'importance sur la mobilisation sociale, c'est-à-dire sur la prise de conscience de la communauté. Le message principal est de faire prendre conscience que la peste est une maladie comme toute autre et que, dès qu'il y a des premiers signes cliniques, il faudrait directement aller se faire soigner auprès des établissements de santé.

PEUT-ON SUPPOSER QU'IL Y AIT UN LIEN ENTRE LA RECRUESCENCE DE LA PESTE ET LA FAIBLESSE DU SYSTÈME DE SANTÉ À MADAGASCAR ?

Oui, et le gouvernement en est bien conscient. C'est pour cela, qu'avec les partenaires, il œuvre à renforcer le système de santé. Il faudrait que la détection se fasse en temps réel et de façon précoce. Nous allons travailler de façon concrète pour accompagner l'Exécutif à renforcer son système de santé. Le gouvernement va proposer un plan d'action à court et moyen terme qui devrait aller vers l'élimination de la peste. L'OMS en tant qu'aide et conseil, participe à cette préparation des orientations et des interventions qui devraient aller vers l'élimination de la peste.

DANS UNE LOGIQUE DE GESTION DES RISQUES, Y AURAIT-IL UNE STRATÉGIE À METTRE EN PLACE POUR

ÉVITER UNE SITUATION PAREILLE DANS LES ANNÉES À VENIR ?

Nous sommes en train de préparer, aux côtés du gouvernement, les stratégies efficaces pour éviter qu'on se retrouve face à une autre épidémie l'année prochaine. Aussi, allons-nous mettre en place des interventions dans le domaine de la surveillance, de la recherche active des cas, mais également dans le domaine de la prise en charge. Nous allons accroître la prise en charge, nous allons former le personnel dans ce sens. Nous allons également renforcer le laboratoire de l'Institut Pasteur de Madagascar et nous allons continuer à veiller à une prise de conscience de la communauté. Nous insistons beaucoup sur la participation effective de la communauté. C'est elle qui doit maintenant réagir et veiller à ce que cette épidémie ne survienne pas l'année prochaine.

L'OMS N'A NULLEMENT RECOMMANDÉ LA FERMETURE DES FRONTIÈRES LORS DE L'ÉPIDÉMIE. NÉANMOINS, DES PAYS COMME LES SEYCHELLES L'ONT FAIT...

Les Seychelles ont fermé leurs frontières. Nous regrettons beaucoup qu'elles aient décidé de ne pas suivre le règlement sanitaire international. Ce règlement a très bien noté qu'il n'y avait ni restriction sur les mouvements et sur les vols à l'extérieur du pays.

----- K.Z.

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur www.politika.mg



une course de fond(s)

Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de la peste, le gouvernement malgache a établi un plan opérationnel dont le besoin en financement qui s'élève à un peu plus de 9,5 millions de dollars, comme l'a souligné la représentante de l'OMS à Madagascar. À elle seule, l'organisation onusienne a déjà décaissé plus de trois millions de dollars dans le cadre des opérations de riposte. De nombreux autres partenaires du pays ont également prêté main forte pour lutter contre cette épidémie. Parmi eux, la Banque mondiale, la République Populaire de Chine, l'Unicef, l'Usaid, les États-Unis, le Japon, la France, le Maroc, le Groupement des pétroliers, Médecins du Monde, etc. Le 30 octobre, la Banque mondiale a octroyé cinq millions de dollars à l'État en vue de contribuer au financement du plan de riposte. L'élan de solidarité internationale a été bien réel dans la lutte contre l'épidémie. Toutefois, aucun rapport financier n'a encore été publié par l'Administration. D'ailleurs, la société civile n'en a encore pipé mot. Les

seules plaintes reçues ne viennent que des agents communautaires qui n'ont pas reçu leurs indemnités, alors qu'une part importante des fonds octroyés y est prévue. Connaissant les (mauvaises) pratiques qui ont cours sous nos vertes contrées, certains partenaires techniques et financiers sont plus que regardants en décaissant les fonds. Dr Hery Harimanitra Andriamanjato explique ainsi : « la Banque mondiale attend par exemple que l'État lui présente un plan d'utilisation desdits fonds avant de pouvoir, si le plan obtient un avis de non objection, procéder au décaissement progressif des cinq millions annoncés auparavant. » « (...) Certaines activités du plan doivent être financées par l'État. Le ministère veillera à ce que ces fonds soient utilisés efficacement pour faire face rapidement à cette épidémie. Ils devront être gérés selon des principes de transparence et redevabilité », affirme Vonintsalama Sehenosoa Andriambololona, ministre des Finances et du Budget.

----- K.Z. & R.A.



développement

PASSIVITÉ, ÉLITE POLITIQUE ET DYSFONCTIONNEMENT SOCIÉTAL : LE TRIO PERDANT

Énigmatique et erratique. La trajectoire économique de Madagascar est un mystère. De gros nuages s'amoncellent au-dessus du pays et une éclaircie ne semble pas être à l'ordre du jour. Décryptage au fil de l'eau à travers l'ouvrage *L'énigme et le paradoxe*.



Alain Iloniaina

Doté d'immenses ressources et épargné des conflits majeurs, Madagascar connaît pourtant une contre-performance économique sans équivalent. L'énigme et le paradoxe, ouvrage écrit par trois chercheurs de l'Institut de recherche et du développement (IRD), paru cette année, tente d'apporter des explications à ce mystère. L'ouvrage met en avant un dysfonctionnement du système social.

LA STRUCTURE SOCIALE parmi les principaux facteurs de blocage au développement de Madagascar. En procédant à une relecture de l'histoire malgache à l'aune de l'économie politique et en analysant des données statistiques originales recueillies sur une longue période,

Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger, chercheurs à l'IRD respectivement économistes statisticiens et sociologue, et rattachés au centre de recherche Développement, institutions et mondialisation (Dial) –, sont arrivés à trouver des éléments de réponse à l'énigme malgache, et une explication à son paradoxe. Dans leur ouvrage, justement intitulé *L'énigme et le paradoxe*, publié par IRD éditions et l'Agence française de développement (AFD) en 2017, les trois chercheurs mettent en avant une *fragmentation sociale extrême* comme l'une des causes de la régression quasi continue de la trajectoire économique de la Grande île, la

(...) **il existe un véritable clivage entre les urbains et les ruraux avec (...) un écart (...) concernant l'intérêt pour les affaires publiques**

Comment, en effet, développer le pays quand la majorité de la population, les paysans qui en constituent plus des trois quarts (78%), sont *déconnectés des affaires publiques et n'ont aucun moyen de s'organiser et de se constituer en force de changement*? Quelle croissance espérer quand ces paysans, oubliés, voire méprisés par le pouvoir politique, ne peuvent même pas rêver d'une vie meilleure que celle qu'ils ont? Ils ont, certes, des aspirations, mais celles-ci, lit-on dans l'ouvrage, *sont contraintes par leur degré de connaissance et d'ouverture sur un univers qui dépasse largement le niveau local, qu'ils peuvent considérer hors de leurs portées*. S'ils font face à des privations, celles-ci ne se traduisent pas toujours par des insatisfactions. « *Les paysans constituent la majorité de la population malgache (près de 80%). Ils sont un des vecteurs et gardiens de la tradition et des valeurs malgaches. Malheureusement, il existe un véritable clivage entre les urbains et les ruraux avec, par exemple, un écart entre les deux types de population parmi les plus forts d'Afrique concernant l'intérêt pour les affaires publiques* », commente Désiré Razafindrakoto, psychosociologue et directeur de Coef Ressources. Il a pris part à l'enquête ayant donné les matériaux fondamentaux pour le livre.

MAIS LES PAYSANS NE SE CONTENTENT pas seulement de peu et de supporter leur sort. *Ils semblent accepter les inégalités, pensant pour leur grande partie ne rien pouvoir faire pour les résorber*. Et quel que soit le degré de mépris auquel ils font face de la part de l'autorité publique, le principe du *fihavanana* comme contrat de citoyenneté, le tabou de la violence qui refuse tout recours à la violence physique, et l'acceptation d'une violence symbolique qui maintient dans la société la domination dans le temps d'un petit groupe d'individus sur la grande masse de la population continuent à les tenir dans les rangs. Tout cela fait que les autorités apparaissent comme le « *raiamandreny* » à qui l'on doit respect et déférence, *le maître, l'autorité supérieure et la puissance absolue à qui l'on se soumet*. « *Les Malgaches, comme l'ont montré plusieurs enquêtes, sont l'un des peuples les moins enclins à demander des comptes à leurs gouvernants, car l'État est auréolé d'un caractère sacré* », explique Mireille Razafindrakoto dans *Le Monde*. En milieu urbain, la démobilité n'est pas tellement différente, bien que le contexte soit différent du monde rural, ne serait-ce que par un meilleur accès aux infrastructures sociales. Marginalisés, les informels urbains, composant 14% de la population, *sont accapa-*

fameuse énigme telle qu'ils la décrivent. Mais cette fragmentation sociale est aussi à l'origine des crises politiques qui remettent en cause les dynamiques qui se dessinent à certaines périodes, le paradoxe comme ils le qualifient. Elle se traduit, écrivent-ils, par une *fracture entre les élites et la grande majorité de la population, doublée d'une atrophie des corps intermédiaires*, ainsi que par l'*incapacité des élites à fonder des organisations solides et des coalitions durables*.

LA FRAGMENTATION SOCIALE qui prévaut à Madagascar, signalent nos trois auteurs, entraîne une forme de passivité qui fait que la trajectoire économique du pays connaisse une tendance récessive depuis l'indépendance.



Le monde rural a du mal à se structurer, malgré une condition de vie très précaire

sont plutôt en faveur du statu quo et peuvent redouter un bouleversement de l'ordre établi qui pourrait entraîner la perte de leurs privilèges et leur déclassement. Il y est même mentionné que celles-ci semblent préférer *une plus grosse part d'un plus petit gâteau qu'une plus petite part d'un plus grand gâteau*. Ce constat ne concerne pas évidemment toutes les élites. « *Parmi les élites, il existe des groupes qui ont envie de changer* », reconnaît François Roubaud, lors d'un atelier de présentation de la publication. D'une manière générale, *le constat est surtout accablant pour les élites politiques dont le rôle funeste est massivement dénoncé*, souligne l'ouvrage qui précise que *tous les autres groupes sont plutôt positivement connotés, notamment les élites économiques et militaires, mais surtout des responsables de la société civile et, au premier chef, les élites religieuses*. Rappelant les résultats de l'enquête *Gouvernance, paix et sécurité réalisée en 2016*, les auteurs indiquent d'ailleurs que deux tiers des citoyens considèrent que les membres de la classe politique ne pensent qu'à leur intérêt personnel. « *En termes de demande de redevabilité, il existe une demande croissante de la population pour que les responsables rendent compte de leurs actions, comme le démontrent les études Afrobaromètre*, explique le Directeur de Coef Ressource. *De plus, bien que les Malgaches soient respectueux envers les autorités, plus des 2/3 expriment clairement leur insatisfaction par rapport à la prise de responsabilité de ceux-ci concernant les affaires sociales, et plus de la moitié affirment ne pas faire confiance aux autorités locales. Ainsi, les cas de recours à la justice populaire voire les phénomènes de vindicte populaire enregistrés dans différentes régions de l'île peuvent être, dans un certain sens, considérés comme des cas extrêmes de non soumission à l'autorité étatique; cela en raison d'une certaine déliquescence de l'État à laquelle sont liées les phénomènes de corruption et le manque de foi envers la justice vécues par la population* ».

rés par un combat quotidien que chacun mène pour sa survie quotidienne. La classe moyenne, dont on peut espérer qu'elle puisse être une force capable d'inciter à la mobilisation, est elle-même démobilitée suite à une *succession d'espoirs déçus et face à la peur de subir à nouveau un déclassement*. La population malgache tendrait-elle au fatalisme? Une assertion que nuance Désiré Razafindrakoto. « *La notion de fatalisme est à nuancer. S'il y a une certaine propension dans la culture malgache, d'une part, à accepter les événements de la vie quotidienne, et notamment ceux pouvant être interprétés comme relevant d'une infortune, comme tributaire d'un destin et, d'autre part, à considérer les autorités, gouvernants et élus comme des parents, l'actualité de ces dernières années a montré que ce type de comportement pouvait évoluer* », soutient-il. Les auteurs de l'ouvrage rapportent que, constituée, entre autres, par les travailleurs urbains du secteur formel, *cette classe moyenne a déjà souffert d'un déclassement et sa situation*

s'est massivement dégradée avec la récession économique. Des groupes sociaux, indépendants et autonomes, comme les partis politiques, les syndicats, les groupes de pression ou les groupes communautaires pourraient assurer le lien et les interactions entre les individus et l'État. Mais *ces corps intermédiaires sont particulièrement faibles à Madagascar*, signalent les chercheurs qui constatent que Madagascar est *l'un des pays d'Afrique où les partis sont les moins représentatifs de la société et où l'adhésion à une association est l'une des plus faibles*. Sans véritable pouvoir, n'ayant aucune emprise sur la population et ne disposant que d'une faible influence, ces corps intermédiaires se voient dans l'incapacité de relayer les attentes de la population et ne sont pas beaucoup sollicités.

TOUTE CETTE PASSIVITÉ semble plutôt arranger certains membres des élites auxquelles un gros chapitre relatif à un essai de sociographie est consacré en fin d'ouvrage. Ces élites

UNE ANALYSE PARTAGÉE par le père Pedro Opeka, fondateur de l'association humanitaire Akamasoa qui, dans son ouvrage *Insurgez-vous!*, publié aux éditions Rochers en 2017, s'indigne, entre autres, de ce que *cette île (qui) possède tout*

le dérèglement climatique creuse le fossé

En mars 2017, le cyclone Enawo a frappé Madagascar et a imposé des coûts estimés à 400 millions de dollars. Le cyclone a frappé Madagascar alors que le pays répondait encore aux effets de la sécheresse induite par l'El Niño dans le Sud du pays. Le changement climatique affectera gravement l'économie malgache dans les années à venir.



Les bailleurs de fonds, sur le banc des accusés ?

pour rendre l'homme heureux, (...) le rend malheureux, en particulier parce que les politiciens se fichent du malheur et du bonheur de leurs semblables. Avec son livre *Insurgez-vous!*, il a signé un manifeste sur les sujets qui lui tiennent à cœur : l'école pour tous, la question des réfugiés, la décadence des politiques, la place des femmes, le combat contre l'indifférence... C'est d'ailleurs ce désintérêt de la classe politique pour l'intérêt général et cette défense d'intérêts personnels et particuliers qui se trouvent souvent derrière les mouvements populaires aux conséquences souvent catastrophiques pour l'économie du pays. Pour préserver leurs intérêts, certaines élites n'hésitent pas à surfer sur d'éventuelles insatisfactions d'une partie de la population, généralement urbaine, pour déstabiliser un régime avec lequel elles ne s'entendent plus. Que cette insatisfaction n'émane que d'une minorité, ou soit partagée par une majorité, *L'énigme et le paradoxe* note qu'elle peut être utilisée par des personnes disposant d'un minimum de capacité de mobilisation.

CETTE MANIPULATION EST FACILITÉE

par la trop forte déconnexion entre les élites et la population, et surtout par l'absence d'une structure verticale, les corps intermédiaires, pour les relier. *Le soutien populaire dont le président cherche à se prévaloir, en particulier suite à un plébiscite électoral (...) ne repose que sur une dimension symbolique acceptée (son statut de raïamandreny) ou contrainte (maillage administratif par le parti présidentiel). Faute de liens clientélistes qui ancrent les affiliations au pouvoir, le président ne peut compter sur des forces solides structurellement pour organiser, négocier, assurer un soutien et la stabilité de son pouvoir.* L'instabilité politique s'installe d'autant plus facilement que les élites sur lesquelles le président pourrait éventuellement compter et dont il a défendu les intérêts, sont dans l'incapacité de former des organisations stables et de constituer des coalitions solides. Selon les études réalisées en amont de l'ouvrage, si les membres des élites dirigeants nouent des alliances, celles-ci sont le plus souvent de circonstance, pour contraindre une personne, une famille ou un clan prenant trop d'importance ou pour empêcher un nouvel arrivant d'entrer dans le sérail.

POUR CONDUIRE LE PAYS sur la voie de la croissance, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean Michel Wachsberger proposent que les capacités intellectuelles des membres des groupements intermédiaires soient renforcées et que la production des connaissances soit améliorée de manière à ce que les corps intermé-

Les facteurs de l'échec malgache sont essentiellement internes, mais les auteurs de *L'énigme et le paradoxe* soulignent que les bailleurs de fonds internationaux ne sont pas non plus tout à fait exempts de reproche. Assurant ne pas nier l'impact positif d'un certain nombre de facteurs externes, les trois chercheurs n'en pensent pas moins nécessaire de souligner leurs aspects négatifs. Se basant sur les résultats de leurs recherches, ils mettent particulièrement en avant deux exemples significatifs : les Programmes d'ajustement structurel mis en œuvre dans les années 1980 qui ont conduit à un affaiblissement de l'État et qui a mené à sa délégitimation, et à une certaine complaisance envers les dirigeants lorsqu'une certaine croissance se dessine alors même que ladite croissance profite peu, voire pas du tout, à la population.



« Les processus de privatisation et de désengagement de l'État mis en œuvre dans le cadre des programmes d'ajustement structurel n'ont d'ailleurs bénéficié qu'à certaines élites et n'ont pas servi d'opportunité d'ascension sociale pour d'autres groupes », renchérit, de son côté Olivier Donat Andriamahafamparany. Néanmoins, dans notre dernier numéro, Coralie Gevers, country manager de la Banque mondiale, avait soutenu que l'impulsion et la vision doivent obligatoirement venir de l'État (voir *Politikà* 6).

-----I.A. & R.A.

diaires puissent efficacement relier les mondes d'en haut et d'en bas. Mireille Razafindrakoto entrevoit une lueur d'espoir. « Des ferments de mobilisation existent, mais ils sont toujours issus des élites malgaches et ne parviennent pas à s'élargir au reste de la société. La population est écrasée par des conditions de vie d'une dureté qui laisse peu de place pour penser à autre chose qu'à sa survie quotidienne. Il est même extraordinaire que, dans ce contexte, il existe encore des velléités citoyennes », confie-t-elle au Monde. Désiré Razafindrakoto, estime que « la confiance entre la population et l'État gagnerait à être renforcée. Tout d'abord, en luttant encore plus efficacement contre les fléaux qui minent la société actuelle, puis en renforçant le "hasina" du "fanjakana", de l'État et de ses représentants, et par extension du service public. Les paysans ont soif de changement, qu'il s'agisse de progrès technologique (agriculture mécanisée, panneaux solaires, accès aux soins, etc.) ou encore de progrès social (bonne utilisation des impôts, transparence, enseignement de qualité, ...). Bref, ils ont besoin de signaux forts et d'exemples venus d'en haut (gouvernants et élites) qui ne les conforteraient plus dans leur impression d'être des "insulaires" d'une autre catégorie dans leur propre pays, en étant, d'une certaine manière, délaissés et à la dérive. » P

NDLR : Les phrases en italique sont des extraits issus de l'ouvrage



Désiré RAZAFINDRAZAKA
Psychosociologue et directeur de Coef Ressources

Les ONG ne doivent pas se substituer à l'État

LE REPRÉSENTANT DU RÉSEAU AFROBAROMÈTRE À MADAGASCAR ET ENSEIGNANT À L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES (IEP) DE MADAGASCAR APORTE SES POINTS DE VUE SUR L'INCAPACITÉ DES CORPS INTERMÉDIAIRES À SE MOBILISER.

(...) Les chercheurs de l'IRD parlent de la nécessité de renforcer les capacités des corps intermédiaires. Mais est-ce que les ONG qui vont dans les campagnes ne font-elles pas déjà ce travail ?

La plupart des ONG font un excellent travail pour aider les populations à un mieux-être ou tout simplement pour subvenir à leurs besoins élémentaires et ce, dans différents domaines (santé, micro-crédit, éducation,

eau et assainissement...). Mais leur nombre est insuffisant, malgré les apparences. En tout cas, la portée de leur action est limitée pour couvrir les besoins de toute la population qui nécessite leurs services. De plus, il n'y a pas assez d'organisations qui travaillent sur la citoyenneté et l'éducation civique à Madagascar.

Peut-on dire que ces ONG se contentent de s'enrichir sur le dos et sur la pauvreté des paysans ?

L'expansion des ONG et autres organisations de la société civile a entraîné l'apparition et le développement d'un nouveau type d'économie. Je pense que, d'une manière générale, la démarche des ONG est avant tout sincère quant à ces objectifs

d'améliorer l'existence et le devenir de la population. Mais ces organisations, qui sont les intermédiaires entre les communautés et l'État, ne peuvent agir seules. C'est pourquoi lorsqu'elles bénéficient de la contribution de PTF, cela est une bonne chose pour une meilleure efficacité de leurs actions. Toutefois, l'implication et le soutien de l'État sont pour eux plus que nécessaires. Néanmoins, il ne faut pas que les ONG se substituent à lui qui doit avoir ses propres responsabilités dans le développement du pays. Certaines associations parviennent à travailler avec les pouvoirs publics, mais il arrive que ceux-ci aient du mal à s'approprier des projets ou encore que ce soient plutôt les pouvoirs publics qui attendent l'aide des ONG. Ce qui est un effet pervers! (...)



pour aller plus loin



À lire

- *L'énigme et le paradoxe : Économie politique de Madagascar* de Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberge IRD Éditions/AFD - Collection : Synthèses
- *Les Élités à Madagascar : un essai de sociographie* de Mireille Razafindrakoto (DIAL-IRD), François Roubaud (DIAL-IRD) et Jean-Michel Wachsberger (Université Lille 3 et DIAL) - téléchargeable sur le site www.dial.ird.fr



À voir

- *Madagascar : Descente aux enfers depuis 1970* - chaîne YouTube Info Chrétienne



À consulter

- www.politika.mg : Le texte intégral de l'interview de Désiré Razafindrakoto



des VUES & des OPINIONS

Quelles sont les responsabilités de l'élite dans l'affaiblissement économique de la Grande île ?

Mireille RAZAFINDRAKOTO, François ROUBAUD et Jean-Michel WACHSBERGER

Le rôle des élites dans la trajectoire de Madagascar et, en particulier, dans la construction et l'accroissement des inégalités, une des sources identifiées de l'instabilité sociopolitique chronique, impose de mieux les appréhender. (...) L'immense majorité cumule une position dans différentes sphères d'influence, comme le gouvernement, l'Assemblée nationale ou le sénat, l'armée, le milieu des affaires, les institutions publiques ou la société civile. (...) Cette classe dominante affiche une adhésion plutôt mitigée aux principes démocratiques. Si elle s'accorde avec la population pour dénoncer la mauvaise gestion des dirigeants successifs, elle semble chercher à s'exonérer en partie de sa part de responsabilité en invoquant plus souvent d'autres raisons de fond au mal développement et au blocage de la société malgache : les facteurs exogènes, héritage colonial, dictat des bailleurs, d'une part ; la culture et la mentalité rétrograde de la population, de l'autre. (...)

Dans *Les Élités à Madagascar : un essai de sociographie - Synthèse des premiers résultats de l'enquête ELIMAD 2012-2014*

Désiré RAZAFINDRAZAKA, Psychosociologue et directeur de Coef Ressources, représentant du réseau Afrobaromètre à Madagascar

Les paysans ont conscience que le pays regorge de richesses, qu'il produit des ressources, mais que la croissance n'est pas partagée. D'où les problèmes de fossé entre la majorité de la population et les élites, et de croissance non élargie et non inclusive, qui conduisent à des conflits avec l'État et à un faible intérêt pour les affaires publiques. Il faut donc réconcilier les Malgaches avec la politique et ses acteurs pour que ces derniers retrouvent une crédibilité. Enfin, comme pour la plupart des autres corps intermédiaires (syndicats, organisations de la société civile, associations, ...), il est clair que le rôle d'un parti politique est aussi d'éduquer les citoyens, et notamment, pour aider l'État à une bonne gouvernance.

Les Cop à l'aune des politiques climatiques



En novembre s'est tenue à Bonn la Cop 23¹. Cette session s'est illustrée par deux faits majeurs : elle a été la première présidée par un pays des petits archipels du Pacifique, les Fidji et la première à se tenir alors que les États-Unis se sont officiellement retirés des accords de Paris, en en faisant ainsi le seul pays non signataire et en laissant une plus grande place de leader à

la Chine. Au milieu de cette danse géopolitique, nous sommes en droit de nous demander : quelle est la place de Madagascar ? Comment l'Accord de Paris et notre participation annuelle aux Cop sont-ils censés impacter nos vies ?

La participation de Madagascar aux Cop est essentielle. D'un point de vue « risque environnemental », nous sommes le huitième pays le plus menacé par le réchauffement climatique selon l'Indice mondial des risques climatiques 2017². Nous avons un intérêt tout particulier à vouloir rester sous la barre des 2°C. Nous devons suivre de près les questions d'adaptation et de pertes et dommages dans les négociations. Diplomatiquement, même sans l'influence de l'Union Européenne ou du Maroc, notre voix est équivalente. Nous pourrions l'utiliser si l'envie nous prenait. Nous l'utilisons parfois auprès de différents groupes d'influences dont nous faisons partie : le groupe Afrique, G77 et la Chine. Participer à une Cop nous permet de garder une visibilité et une existence auprès des bailleurs, cette dimension étant la plus importante actuellement.

Pour comprendre l'impact de l'accord de Paris dans notre quotidien, nous devons comprendre

nos contributions nationales³. En théorie, nous, citoyens, pouvons consulter ces données sur le site de l'UNFCCC⁴ et du gouvernement, si nous parvenons à en comprendre les termes. L'objectif est de pouvoir mettre en lumière certains points de vigilance. Ainsi, au niveau national nos contributions pourraient être soulignées sur quelques points. Nous devrions voir fleurir des projets d'énergie solaire à l'échelle nationale. Plus de formations sur l'économie verte, voire l'économie bleue, devraient être dispensées aux jeunes. Elles doivent s'accompagner d'une vision nationale relative aux alternatives au capitalisme et aux modèles de développement afin de garantir une cohérence avec les formations dispensées. À un moment donné, le financement des projets d'adaptation doit être obligatoirement pris en compte dans le budget national.

Comment l'Accord de Paris et notre participation annuelle aux Cop sont-ils censés impacter nos vies ?

Cependant, apprenons à ne plus couper nos forêts pour en extraire les bois précieux, utiles aujourd'hui pour se chauffer, se nourrir et tant d'autres activités. Pour réaliser ces beaux projets, Madagascar demandera plus de fonds. Sans cet argent, nous resterons dans l'immobilisme qui semble nous caractériser sur la scène internationale. Sauf que nous recevons déjà des fonds. Ils prennent la forme d'aide au développement ou d'appuis aux différentes Organisations non gouvernementales. Nous restons néanmoins dans la misère et, chose étonnante, Madagascar est le seul pays sans guerre à continuer de dépérir. La problématique est-elle alors réellement monétaire ou est-ce un prétexte ? Notre modèle économique et politique sont-ils adaptés si nous souhaitons survivre aux changements climatiques qui se profilent avec violence dans les décennies à venir ? **P**

¹Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC, UNFCC en anglais), ²Source : RFI ³NDCs : Nationally determined contributions ⁴UNFCCC : United Nations Framework Convention on Climate Change (www.unfccc.int)



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur



L'industrialisation renforce l'entrepreneuriat local et permet de créer des emplois formels et stables aussi bien directs qu'indirects. Les métiers du secteur industriel sont aussi nombreux que variés.



universités publiques

Les creusets sonnent creux



Alain Iloniaina

Autre temps, autres mœurs. Le mouvement estudiantin de 1972 paraît bien loin aujourd'hui.

Les manifestations qui sont organisées dans les universités publiques ces dernières années, n'ont plus rien à voir avec les anciens mouvements en termes d'impacts et de conséquences. Au départ, le « mouvement 72 » a tourné autour de revendications corporatistes liées au sort des futurs sortants de l'École de médecine de Befelatanana, avant de s'étendre à l'ensemble du système éducatif. Ces revendications ont ensuite été relayées par l'Univer-

sité, avec des étudiants, sensibles à la cause, en relayant le sentiment de l'élite intellectuelle.

« **TOUT A ÉTÉ ORGANISÉ.** Des comités ont été mis en place », se souvient me Willy Razafinjato, alias Olala, une des figures du mouvement à l'Université de Madagascar, ancêtre de l'Université d'Antananarivo. Le site universitaire sert de lieu de réflexion, de débat sur le sort des écoliers et étudiants malgaches. Des séminaires y avaient même été organisés sur ces

thèmes. « *Nous avons demandé la révision des accords de coopération avec la France. Nous avons également réclamé la suppression d'une base militaire française à Antananarivo. Nous étions animés par des idéaux en agissant ainsi* », témoigne-t-il. Depuis, l'Université de Madagascar, puis l'Université d'Antananarivo et les autres établissements universitaires régionaux, sont devenus le théâtre de différents mouvements estudiantins. « *À notre époque, les revendications avaient tourné*

autour de l'égalité, mais également des débouchés après les études », se souvient le sénateur Olivier Rakotovazaha, secrétaire général du parti Mitolona ho an'ny fampandrosoana an'i Madagasikara (MFM) qui puisait ses cadres au sein du monde universitaire et étudiantin. Dans toute l'île, beaucoup de déshérités ont pu accéder à une meilleure éducation et s'en sortir grâce à l'accompagnement du MFM. L'université était un creuset de « leaders » incomparable.

DANS UNE CERTAINE mesure, ces établissements se sont vu accorder l'image de foyers de contestation et de manipulation politique. Les initiatives prises sur les campus avaient des impacts sur la vie de la Nation. Les mouvements initiés dans les universités publiques, notamment à Ankatso, avaient toujours un lien avec la politique. « *Ils sont intenses car les leaders ont la ferme conviction de contribuer à la vie de la Nation* », confie le même meneur de grève, tout en concédant quelque part la recherche d'intérêt personnel des leaders. « *En 1991, l'idée était d'instaurer la démocratie. Il ne faut pas oublier non plus que les étudiants étaient pour quelque chose dans le déclenchement du mouvement de rue de 2002* », poursuit-il. Il y eut une époque où l'université était un véritable forum des luttes politiques et syndicales. De nombreux dirigeants politiques et syndicaux ont affûté leurs armes au cours des mouvements qui se tenaient sur le campus. « *C'est dans le cadre de ces manifestations que nous avons acquis une grande partie de nos expériences politiques et que nous avons appris comment faire pour conquérir le pouvoir* », confie un ancien meneur de grève à l'Université d'Antananarivo, aujourd'hui animateur d'une plateforme syndicale.

AVEC LES MENEURS de greves des années 1990 et 2000, celui-ci avait été outillé pour mener des

« opérations ». « *Nous avons reçu une formation pour agir efficacement. Notre fierté à nous était de proposer des idées qui sont ensuite adoptées et suivies pour l'intérêt général* », détaille-t-il. Outre la conviction, un autre point-clé a été livré par Me Olala. « *Nous étions solidaires. Les étudiants avaient cette correction et honnêteté dans la démarche* », raconte l'avocat de formation qui affirme avoir décliné une offre de poste ministériel en 1972. Rivo Dibrigérien, ancien secrétaire général de la confédération des associations estudiantines, confirme en partie cette thèse, conduisant à la baisse d'intensité des mouvements universitaires. « *Les revendications sont limitées*

aux conditions sociales à l'Université. Les leaders n'ont plus cette conviction pour la Nation. Leur source de motivation reste matérielle et personnelle. C'est normal qu'ils n'arrivent plus à fédérer les gens », atteste-t-il. De par son expérience, Me Olala apporte un autre élément de comparaison. « *Auparavant, les étudiants avaient pensé aux revendications avant la politique. Actuellement, c'est l'inverse* », soutient-t-il. « *Je crois que les meneurs actuels de mouvement dans les universités n'ont plus reçu de formation comme nous avions pu en obtenir. La génération des leaders formés dans le moule MFM n'existe plus* », analyse un ancien meneur de grève. **P**

Les initiatives prises sur les campus avaient des impacts sur la vie de la Nation.



engagements politiques, le feu s'éteint

En dédoublant les leaders politiques de mouvement actuels, Me Olala, note une différence de taille qui pourrait jouer un rôle dans l'évolution actuelle des mouvements estudiantins. « *Notre condition de vie était meilleure. Nous avions le luxe de pouvoir penser à autre chose, à penser à la Nation, contrairement aux étudiants d'aujourd'hui compte tenu de la situation actuelle dans les universités. Il faut créer ces bonnes conditions pour que nos jeunes puissent réussir dans leur entreprise tout en pensant au pays* », soutient-il. Aujourd'hui, les mouvements estudiantins concernent surtout des demandes relatives à leurs conditions de vie (bourse universitaire, indemnités, logement, etc.). La « chose » politique est loin des préoccupations d'une jeunesse désœuvrée qui laisse peu à peu la politique se décider dans les « hautes sphères ». Le spectre d'une année blanche qui plane régulièrement sur le campus, les conditions de vie déplorable...alimentent souvent les foyers de tension.

La ferveur politique a-t-elle pour autant disparu ? Beaucoup d'étudiants s'intéressent toujours à la vie politique mais les partis politiques peinent à les convaincre et à les



encarter. « *Nous essayons surtout de recruter les cadres du parti au sein des universités, nous explique un cadre de la section jeune d'un grand parti. Cependant, les crises récurrentes ont freiné l'investissement politique des jeunes* ». Convaincre les jeunes en milieu universitaire est loin d'être une sinécure. « *Nous incitons vivement les jeunes universitaires à prendre leur part de responsabilité et à devenir des citoyens engagés. Mais parfois, ils sont très difficiles à convaincre, voire récalcitrants* », déplore notre source.

----- I.A. & R.A.

Pour la **diversité culturelle** dans un **paysage médiatique** diversifié



« **I**l faut savoir se vendre. Et ce qui se vend le mieux, c'est ce qu'un jeune européen écoute car il peut se payer un billet de spectacle et il peut acheter un CD. Il a de quoi faire la comparaison et faire un choix ». Cette phrase est celle d'un producteur et organisateur de festivals musicaux. Depuis

de longues années, il a fait de cette maxime sa politique.

Et depuis ma rencontre avec cette personne, deux groupes de rock malgaches (Dizzy Brains et Kristel Ratri Band) ont été repérés par des festivals internationaux grâce à ce « lui ». Ils sont devenus des modèles pour leurs amis artistes. Nous nous sommes alors posés des questions : les consommateurs ont-ils vraiment le choix ? Est-ce que la valeur d'un objet d'art, et par extension, d'une culture est-elle sa valeur marchande ? L'existence d'un artiste est-elle définie par le nombre de billets qu'il a vendus lors de son spectacle ou par le nombre de visites de son exposition ? Bien évidemment, les réponses sont négatives.

Le public n'a pas le choix. Il reçoit ce que le showbiz lui offre. On sait, pourtant, que Madagascar regorge de talents, de créativité et d'originalité. Ces personnes qui sont quelque peu en marge du système, n'entrent pas souvent dans une case définie par un producteur de festival. Leur art, elles le font pour elles, pour se dépasser. C'est ce qui fait la différence. Vous les retrouverez malheu-

reusement peu dans la presse. Celle-ci est déjà « infectée » par le phénomène de matraquage. Parfois, il leur manque de l'espace pour en parler. Culture261 est né de ce constat. Ce webzine trouve sa racine dans l'idée de faire connaître ces talents minorés par le showbiz et transparents dans la presse. L'esprit qui anime cette initiative est de faire en sorte qu'une plateforme malgache apporte son regard sur la culture et l'art à Madagascar. Le choix de faire un magazine en ligne, rédigé en français, est une évidence pour atteindre une population mondiale, spécialement la diaspora malgache. Cette initiative personnelle est à l'image de ces créatifs animés par l'amour de l'art et qui se lancent dans ce monde avec leurs propres moyens. Leur arrivée dans cet univers diversifie le paysage culturel, de même pour l'existence d'un webzine comme Culture261 dans le paysage médiatique malgache.

Est-ce que la valeur d'un objet d'art, et par extension, d'une culture est-elle sa valeur marchande ?

L'objectif étant d'utiliser les diverses possibilités qu'internet offre pour donner à la culture malgache la place qu'elle mérite. Mais comme tout média « pure player », Culture261 est aussi à la recherche de son modèle économique. Sa pérennisation est donc son premier défi. Si le magazine continue encore à se développer après ses 20 mois d'existence, ce sera grâce à l'appui de ses lecteurs et des artistes. Mais son plus grand défi sera de démontrer qu'il est possible de créer un média spécialisé en culture, en actualités culturelles et en découvertes artistiques, d'innover l'approche journalistique, de partager une soirée avec ces artistes, de créer un lien humain et de partager une vision commune de l'avenir. Notre devenir et celui de l'art à Madagascar sont liés. **P**



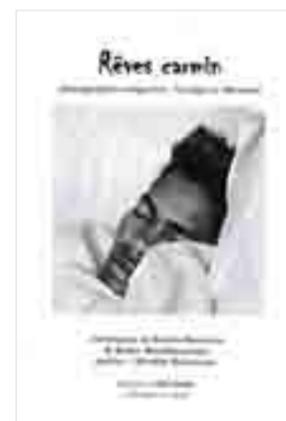
L'industrialisation basée sur l'agriculture pour le développement de Madagascar

Le Pr Jean Rasoarahona est un enseignant-chercheur à l'École supérieure des sciences agronomiques (ESSA). A travers les différentes études qu'il a menées, il estime que l'agro-industrie est une voie de choix pour développer durablement la production agricole à Madagascar, un pays agricole qui n'arrive pas pour autant à satisfaire ses besoins alimentaires. Dans le brochure intitulée *L'industrialisation basée sur l'agriculture pour le développement de Madagascar*, éditée par la FES, le Professeur avance que la chaîne de valeur entraînée par l'agro-industrie offre l'opportunité de réussir le saut qualitatif d'une agriculture de subsistance vers une agriculture commerciale. Pr Jean Rasoarahona estime qu'il est impératif de favoriser le dialogue industrie-paysan afin d'établir une relation de confiance. Disponible auprès de la FES

L'énigme et le paradoxe, économie politique de Madagascar

La situation économique de Madagascar est singulière à plus d'un titre. D'une part, le niveau de vie des Malgaches ne cesse de régresser depuis l'indépendance en 1960, un cas unique pour un pays qui n'a pas connu de conflits majeurs ; d'autre part, à chaque fois que le pays s'est engagé sur la voie de la croissance, celle-ci a été brutalement interrompue par une crise socio-politique, mettant à bas les espoirs qu'elle avait suscités. Pour éclairer ce contexte spécifique, les auteurs décryptent l'énigme et le paradoxe malgaches en procédant à une lecture d'économie politique qui se déroule dans le temps et en s'appuyant sur des données statistiques de première main.

De Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger
IRD Éditions/AFD - Collection : Synthèses - 2017



Rêves carmin

Trois visions, trois voix, trois mains pour un livre aussi léger qu'agréable à lire. La chroniqueuse Kemba Ranavela nous présente la vie quotidienne et la psychologie de Madagascar et des Malgaches. Ses chroniques publiées dans un quotidien de la capitale nous aident à mieux comprendre les enjeux d'une société en mutation. Le jeune Rodeo Randriamazoto raconte une histoire simple, à travers une nouvelle empreinte d'émotion et de nostalgie. Georges A. Bertrand se charge de nous livrer son regard photographique sur Madagascar. Les clichés en noir et blanc qui parsèment le livre sont les fruits de ses nombreux séjours sur la Grande île. Ce qui donne un livre sympathique qui se lit d'une traite.

Georges A. Bertrand, Kemba Ranavela et Rodeo Randriamazoto
Éditions Creations



TOPS & FLOPS

• La **communauté internationale** met une **forte pression** sur les **autorités malgaches** pour que les **échéances électorales** et l'**inclusivité** soit **respectée**. Aussi bien l'**Union européenne** que son **pendant africain** auront l'**œil** sur le **processus électoral**.

• Les **opérateurs** de l'**océan Indien** associés au **projet** de câble sous-marin **Metiss**. La mise en place de cette **liaison internationale** rendra la région **moins tributaire** des **autres connexions**.

• L'**énergie solaire** commence à prendre ses **marques** à Madagascar. **Différents projets** ont été lancés pour **exploiter** cette **richesse intarissable et verte**.



• Pour **Benjamin Ramanantsoa**, le ministre auprès de la Présidence en charge des projets présidentiels, de l'aménagement du territoire et de l'équipement, le **taux de pauvreté** aurait **baissé de 92% à 72%** depuis le **début** du **mandat**.

• Une **nouvelle fois**, l'**État de droit** a été **mis à mal**. La **justice** et l'**administration pénitentiaire** à **Ikongo** ont été prises pour **cible** par une **population** courroucée qui a demandé à **faire sortir** trois personnes **inculpées** de **meurtre** afin de les **soumettre** à la **justice populaire**.

• Le **torchon brûle** entre **Marc Ravalomanana** et **Rivo Rakotovo**. Le président national **HVM** a **martelé** que ceux qui font l'objet des **condamnations** judiciaires ne seront **pas autorisés** à se porter **candidat**.



L'opinion exprimée est individuelle et n'engage que son auteur

It's the organization, stupid



Dans leur récent ouvrage, M. Razafindrakoto, F. Roubaud et J.-M. Wachsberger fournissent une analyse pertinente du long déclin économique et social de Madagascar. Le titre se réfère déjà à ce paradoxe dont souffre le pays : le grand décalage entre l'énorme potentiel de ce pays et la régression continue. Parmi les facteurs qui bloquent le développement figurent, selon eux, entre autres, la faiblesse des organisations intermédiaires. Cette incapacité de la population à réagir, à s'organiser durablement et à se mobiliser face à un système politico-économique qui réduit les 95% des Malgaches à la misère et à l'exploitation paraît le plus stupéfiant. Pourquoi alors un système qui, semble-t-il, ne profite qu'à une infime minorité, reste-t-il complètement incontesté? L'inertie de la société semble apporter un élément de réponse à cette question. L'État, malgré toute sa faiblesse à imposer un programme cohérent et réussi de développement, reste tout puissant face à une population presque complètement atomisée, qui n'arrive pas à faire prévaloir ses intérêts économiques et sociaux les plus immédiats dans le jeu politique. Le « parti-politique-type » ressemble plus à une entreprise entièrement au service des intérêts privés de son « patron-fondateur-bailleur », qu'à une auto-organisation de citoyens voulant faire représenter leurs intérêts dans la politique. Les syndicats des travailleurs sont également des institutions faibles, ce qui reflète certainement l'état économique déplorable du pays (avec 94% des travailleurs dans le secteur informel, il ne leur reste plus grand monde à organiser). Le même constat est vrai pour les organisations patronales. Elles sont des voix audibles, certes, mais avec peu d'influence sur le cours de la politique réelle. La fameuse société civile dépend à 90% des financements venus de l'étranger. Ainsi, il leur est difficile de prétendre représenter une voix originale de la population malgache. Le constat est grave : la population en général - la situation

concerne aussi bien la classe moyenne agonisante que la masse du précaire urbain - est incapable à interpellé de manière durable la classe politique, à forcer l'Etat à aller dans une direction précise. L'impunité régnante d'une partie des élites reflète ainsi l'autonomie de la classe politique vis-à-vis de cette population : elle leur est surtout liée par la distribution de quelques miettes, des vivres et l'organisation de spectacles infantilisants. Il n'existe pourtant aucune vraie relation de redevabilité. L'explication à cette inertie ne peut pas être entièrement sociale ou économique. D'autres pays, qui ont été aussi pauvres que Madagascar, sont arrivés à créer des organisations plus fortes. Ces organisations sont souvent des facteurs de développement parce qu'elles forcent les élites politiques et économiques prédatrices à créer des institutions plus inclusives, à mettre en place une politique économique et sociale qui profite à la grande masse de la population. Le développement inclusif ne vient pas automatiquement. Il est une conséquence d'une lutte à l'intérieur d'une société. Souvent, il a été imposé par la force, par une révolution ou par un processus d'empowerment graduel, où la masse organisée des désavantagés du système devenait trop forte pour pouvoir l'ignorer simplement. Pourquoi à Madagascar la population n'arrive-t-elle pas à mettre en place de telles organisations, des mouvements sociaux, des partis politiques purement populaires ou des associations de défense d'intérêts collectifs? Une explication peut être le degré de méfiance et de jalousie présent dans cette société. Contrairement au cliché d'une société afro-asiatique collectiviste, avec le fihavanana comme idéal d'harmonie sociale, cette société, a-t-on l'impression, est marquée par un individualisme encore plus marqué qu'en Occident. Au lieu de mener des actions collectives pour l'amélioration de la situation de tous, la devise semble être « chacun pour soi et Dieu pour tous ». P

Marcus SCHNEIDER

politikā

- DIRECTEUR DE PUBLICATION
Marcus SCHNEIDER
DIRECTEUR DE PUBLICATION ADJOINT
Jean Aimé RAVELOSON
COMITÉ DE LECTURE
Dominique RAKOTOMALALA
Hanta ANDRIANASY
Jean Aimé RAVELOSON
Marcus SCHNEIDER
DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR
Tanteliarimiza RAKOTOMALALA
DIRECTEUR DE CRÉATION
Toky RAJAONA
RÉDACTEUR EN CHEF
Andriamanambe RAOTO
DIRECTEUR ARTISTIQUE
Nirilanto RAMANAMISATA
INFOGRAPHISTE
Santatra RANDRAMPENOMANANA
ATTACHÉ DE PRODUCTION
Anjasoa RANDRIANASOLO
Miangaly ANDRIANALY
ÉQUIPE PERMANENTE
Alain ILONIAINA
Hilda HASINJO
Karina ZARAZAFY
CONTRIBUTEURS
Ganesh SITARAMAN
Hary Naivo RASAMOELINA
Iliassa RABIATA
Jay RALITERA
Mandimby MAHARO
Sandra HAFALIANAVALONA
Van-Lee BEHAJA
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION
Pela RAVALITERA
PHOTOS
Assemblée Nationale
Doda RAZAFY
FES
Hentitsoa RAFALIA
Alain ILONIAINA
Mamy RAEL
Mamy RANDRIANASOLO
Ministère des Finances et du Budget
Nirilanto RAMANAMISATA
Toky RAJAONA

redaction@politikā.mg



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politikā est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur. Politikā décline toute responsabilité pour les documents remis.



du PIB : Contribution du secteur industriel dans le PIB en 2025

L'union fait la force

L'Alliance pour l'Industrialisation Durable de Madagascar rassemble et fédère cinq organisations issues du milieu économique et social de la nation. Elles partagent une même conviction et des mêmes valeurs. L'Alliance promeut l'émergence du pays à travers une industrialisation durable et soucieuse de l'environnement.



www.alliance-industrialisation.mg
www.facebook.com/allianceindustrialisation

politikā

vivons la politique. différemment.
